

Service public fédéral Emploi,
Travail et Concertation sociale

**DIRECTION GÉNÉRALE
RELATIONS COLLECTIVES
DU TRAVAIL**
Direction du Greffe



Federale overheidsdienst
Werkgelegenheid, Arbeid
en Sociaal Overleg
**ALGEMENE DIRECTIE
COLLECTIEVE
ARBEIDSBETREKKINGEN**
Directie van de Griffie

ERRATUM

Sous-commission paritaire de la
préparation du lin
n° 120.02

**CCT n° 76758/CO/120.02
du 22/12/2004**

Correction du texte en français :

- l'article 7 doit être lu comme suit :
« *En application de l'article 8 de la
LPC, l'organisme de pension choisi
est ING Insurance sa, dont le siège
social est établi au Cour
Saint-Michel, 70 à 1040
Bruxelles.* ».

Correction du texte en français :

- l'article 11, alinéa 1^{er}, doit être
complété par l'abréviation suivante :
« *Les cotisations pour l'engagement
de pension sont affectées dans une
technique d'assurances de type
capital différé avec contre-assurance
de la réserve (CDCR).* ».

- l'article 13 doit être lu comme suit :
« *La présente CCT entre en vigueur
au 01/01/2004 et est conclue pour*

ERRATUM

Paritair subcomité voor de
vlasbereiding
nr. 120.02

**CAO nr. 76758/CO/120.02
van 22/12/2004**

Verbetering van de Nederlandstalige
tekst :

- het artikel 7 moet gelezen worden
zoals volgt : « *Bij toepassing van
Artikel 8 van de WAP wordt als
pensioeninstelling gekozen ING
Insurance nv, met maatschappelijke
zetel Sint-Michielswarande, 70 te
1040 Brussel.* ».

Verbetering van de Franstalige tekst :

- in artikel 11, eerste alinea, moet de
benaming : « *Les cotisations pour
l'engagement de pension sont
affectées dans une technique
d'assurances de type capital différé
avec contre-assurance de la réserve
(CDCR).* ».

- het artikel 13 dient als volgt gelezen
te worden : « *Deze CAO treedt in
werking op 01/01/2004 en wordt*

une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant préavis de six mois, signifié par courrier recommandé adressé au président de la **Sous-commission paritaire de la préparation du lin**. Cette dénonciation n'est valable que pour autant que l'article 10, § 1er, 3° de la LPC soit respecté, ce qui signifie que la décision de suppression du régime de pension social sectoriel n'est valable que pour autant que cette décision obtienne 80% des voix des membres effectifs ou suppléants représentant les employeurs au sein de la **Sous-commission paritaire** et 80% des voix des membres effectifs ou suppléants représentant les travailleurs au sein de la **Sous-commission paritaire**. ».

- la première définition de l'article 4 du Règlement de solidarité doit être comprise comme suit : « **Sous-Commission paritaire** : »

Décision du

gesloten voor een onbepaalde duur. Zij kan door elk der partijen worden beëindigd, met s een opzegging van zes maanden wordt betekend per aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het **Paritair Subcomité voor de vlasbereiding**. De opzegging is alleen geldig voor zover artikel 10, §1,3° van de WAP wordt nageleefd, wat betekent dat de beslissing tót opheffing van het sociaal sectoraal pensioenstelsel alleen geldig is wanneer zij 80 % van de stemmen van de, in het paritair subcomité benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werkgevers vertegenwoordigen en 80 % van de stemmen van de, in het paritair subcomité benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werknemers vertegenwoordigen heeft behaald. ».

- de eerste definitie van artikel 4 van het Solidariteitsreglement moet zoals volgt verbeterd worden : « **Paritair Subcomité** : »

Beslissing van

Sous-commission paritaire de la préparation du lin

Convention collective de travail du 22 décembre 2004.

Convention collective de travail instaurant un régime de pension social sectoriel complémentaire pour les ouvriers de la préparation du lin

Article 1^{er}.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n°120.02 de la préparation du lin.
Par ouvriers, on entend les ouvriers et ouvrières.

Article 2

Les parties demandent la force obligatoire.

Article 3

Concepts et définitions

Pour l'application de la présente CCT, on entend par :

3.1. LPC : la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 15 mai 2003).

3.2. Salaire : le salaire total des ouvriers soumis aux cotisations de sécurité sociale, hors augmentation de 8% pour le pécule de vacances.

3.3. CCT du 14 décembre 1999 : Convention collective de travail du 14 décembre 1999 introduisant un système de complément sectoriel au régime de pension légal, enregistrée le 5 avril 2000 sous le numéro 54528/CO/122), rendue obligatoire par arrêté royal du 10 mai 2001 (MB 7 septembre 2001).

3.4. AR prestations de solidarité : arrêté royal du 14 novembre 2003 fixant les prestations de solidarité liées aux régimes de pension complémentaires sociaux (MB 14 novembre 2003).

Objet

Article 4

La présente CCT a pour objet unique l'instauration d'un régime de pension complémentaire pour les ouvriers de la préparation du lin et la fixation de ses règles.

La présente convention collective de travail est conclue, en particulier, dans le cadre de l'article 10§2 de la LPC ; il s'agit en effet d'un régime de pension social sectoriel. Ce plan de pension social bénéficie du statut particulier défini à l'article 176², 4° bis du code des taxes

NEERLEGGING-DEPOT REGIS11 h. - 11.11.2005

31 -01- 2005

20 -10- 2005

NR.

76.758 160/120 02

assimilées au timbre et à l'article 10 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, à condition de répondre aux exigences légales définies à l'article 10 § 1^{er} de la LPC.

Article 5

Le règlement de la pension complémentaire et le règlement de l'engagement de solidarité font partie intégrante de la présente CCT.

Organisateur

Article 6

L'organisateur du plan de pension social sectoriel est le Fonds social et de garantie de la préparation du lin.

Exécution de rengagement de pension

Article 7

En application de l'article 8 de la LPC, l'organisme de pension choisi est ING Insurance SA, dont le siège social est établi ~~Avenue Henri Matisse 11, 1140 Evere.~~

Cour Michelgo, à 1040 Bruxelles.

Exécution de l'engagement de solidarité

Article 8

En application de l'article 47 de la LPC, l'exécution de l'engagement de solidarité est confiée au Fonds de sécurité d'existence de la préparation du lin, Poortakkerstraat 100 à 9051 Gand (S-D-W) qui gérera l'engagement de solidarité indépendamment de ses autres activités.

Cotisations et garanties

Article 9

La cotisation totale est fixée à 0,60% du salaire.

0,57% du salaire est affecté au financement de la constitution d'une pension complémentaire, tel que décrit à l'article 11 de la présente CCT.

0,03% du salaire est affecté au financement des prestations de solidarité, tel que décrit à l'article 12 de la présente CCT.

Article 10

Les réserves constituées dans le cadre de la CCT du 14 décembre 1999 sont affectées sur base individualisée pour les adhérents actifs au 1^{er} janvier 2004 à titre de prix d'achat unique. Ce prix d'achat est affecté conformément à la répartition visée à l'article 9 de la présente CCT.

Article 11

5,

Les cotisations pour l'engagement de pension sont affectées dans une technique d'assurances de type capital différé avec contre-assurance de la réserve *(CDCR)*.
Les droits à la pension complémentaire sont définis conformément au règlement de pension, qui sera joint en annexe 1 à la présente CCT.

Article 12

Les cotisations pour l'engagement de solidarité sont affectées, pour autant que les moyens soient disponibles, au sein des couvertures de solidarité suivantes :

- Conformément l'article 1er, 1°, a de l'AR prestations de solidarité, le financement de la constitution d'une pension complémentaire de retraite et/ou de survie, pendant les périodes de chômage temporaire au sens des articles 49, 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, ainsi que le chômage par suite de force majeure, par suite de grève ou de lock-out ou par suite de fermeture pour cause de vacances annuelles ;
- Conformément à l'article 1er, 1, c de l'AR prestations de solidarité, le financement de la constitution d'une pension complémentaire de retraite et/ou de survie, pendant les périodes indemnisées d'incapacité de travail pour cause de maladie, invalidité, repos d'accouchement ou maternité, ainsi que les périodes couvertes par une incapacité de travail temporaire en raison d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle ;
- Conformément à l'article 1, 2, b de l'AR prestations de solidarité, compensation sous forme de rente d'une perte de revenus en cas de décès pendant la carrière professionnelle, limitée à 20.000 euros par an. Les rentes dont le montant annuel est inférieur à 300 euros peuvent être liquidées sous forme de capital.

Les droits et les niveaux de ces couvertures de solidarité seront fixés par le règlement de l'engagement de solidarité, qui sera joint en annexe 2 à la présente CCT.

L'ensemble des couvertures de solidarité constitue une obligation de moyens. Ce qui signifie que les niveaux de prestations peuvent être adaptés par l'organisateur en vue de maintenir l'équilibre financier, conformément aux dispositions de la LPC, de l'AR prestations de solidarité et de l'AR du 14 novembre 2003 fixant les prestations de solidarité liées aux régimes de pension complémentaires sociaux (MB 14 novembre 2003).

Entrée et modalités de dénonciation

Article 13

> La présente CCT entre en vigueur au 01/01/2004 et est conclue pour une durée indéterminée.
Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant préavis de six mois, signifié par courrier recommandé adressé au président de *la* commission paritaire de la préparation du lin.
Celle dénonciation n'est valable que pour autant que l'article 10, §1^{er}, 3° de la LPC soit respecté, ce qui signifie que la décision de suppression du régime de pension social sectoriel n'est valable que pour autant que cette décision obtienne 80% des voix des membres effectifs ou suppléants représentant les employeurs au sein de *la* commission paritaire et 80% des voix des membres effectifs ou suppléants représentant les travailleurs au sein de *la* commission paritaire.

Fait à Courtrai, le

Règlement de solidarité

Siège social
Cours Saint-Michel 70, 1040 Bruxelles
T +32 2 738 97 11 F +32 2 738 98 96
E info@inginsurance.be
ING Insurance SA, entreprise d'assurances agréée par la CBFA sous le numéro de code 0051.

Siège d'Anvers
Desguinlei 92, 2018 Antwerpen
T +32 3 244 66 88 F +32 3 244 66 87
www.inginsurance.be

ING 320-0002736-90
IBAN BE34 3200 0027 3690
BIC BBRUBEBB
RPM Bruxelles - TVA BE 0404.500.094

TABLE DES MATIERES

1.	OBJET ET BUT DE L'ENGAGEMENT DE SOLIDARITÉ	
	Article 1 Objet.....	3
	Article 2 But.....	3
2.	FONCTIONNEMENT DANS LE TEMPS	
	Article 3 Date d'entrée en vigueur et date d'expiration de l'engagement de solidarité.....	3
3.	DEFINITIONS	
	Article 4 Définitions.....	3
4.	ENGAGEMENT DE SOLIDARITÉ	
	Article 5 Exécution de l'engagement de solidarité.....	5
	Article 6 Modification de l'organisme de solidarité.....	5
	Article 7 Conditions d'affiliation.....	5
	Article 8 Prestations de solidarité.....	6
	Article 9 Bénéficiaire.....	7
	Article 10 Modification et cessation de l'engagement de solidarité.....	8
5.	FONDS DE SOLIDARITE	
	Article 11 Organisation du fonds de solidarité.....	8
	Article 12 Financement du fonds de solidarité.....	8
	Article 13 Affectation des avoirs du fonds de solidarité.....	8
	Article 14 Mesures en cas d'échec du plan de redressement et modalités de liquidation.....	9
	Article 15 Non-paiement de la cotisation engagement de solidarité.....	9
6.	RENSEIGNEMENTS ET OBLIGATION D'AVIS	
	Article 16 Avis annuel de l'actuaire désigné.....	10
	Article 17 Rapport de transparence annuel.....	10
	Article 18 Le règlement de solidarité.....	10
	Article 19 Diffusion d'informations à l'affilié.....	10
7.	FISCALITE	
	Article 20 Le statut particulier visé à l'article 10 de la LPC.....	10
	Article 21 Limitation de la prestation exonération de prime.....	11
	Article 22 Retenues fiscales et parafiscales.....	11
8.	ASSURANCES	
	Article 23 Assurance de la prestation de solidarité en cas de décès de l'affilié.....	11
9.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
	Article 24 Obligations de l'affilié.....	11
	Article 25 Obligations de l'organisme de solidarité vis-à-vis de la CBFA.....	11
	Article 26 Protection de la vie privée.....	12
	Article 27 Droit applicable.....	12

1. OBJET ET BUT DE L'ENGAGEMENT DE SOLIDARITÉ

Article 1 Objet

En exécution de la CCT du 22 décembre 2004, le Fonds social et de garantie de la préparation du lin organise un engagement de solidarité au profit des ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin qui satisfont aux conditions d'affiliation stipulées ci-après dans le règlement de solidarité.

Article 2 But

Le but du présent règlement consiste à définir les conditions et modalités des prestations de solidarité. Par conséquent, l'engagement de pension introduit par la CCT du 22 décembre 2004 au profit des ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin pourrait bénéficier du statut particulier visé à l'article 10 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

2. FONCTIONNEMENT DANS LE TEMPS

Article 3 Date d'entrée en vigueur et date d'expiration de l'engagement de solidarité

La date d'entrée en vigueur de l'engagement de solidarité est le 1er janvier 2004.

L'engagement de solidarité coïncide toujours avec l'engagement de pension instauré par la CCT du 22 décembre 2004 au profit des ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin.

L'engagement de solidarité prend fin automatiquement au moment où il est mis un terme à l'engagement de pension instauré par la CCT du 22 décembre 2004 au profit des ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin.

3. DEFINITIONS

Article 4 Définitions

Sous-Commission paritaire:

La sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin.

Engagement de pension:

L'engagement de pension instauré par la CCT du 22 décembre 2004 au profit des ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin.

Engagement de solidarité:

L'engagement de solidarité instauré par la CCT du 22 décembre 2004 au profit des ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin qui satisfont aux conditions d'affiliation telles que déterminées ci-après dans le règlement de solidarité.

Organisateur:

L'organisateur de l'engagement de solidarité est le Fonds social et de garantie de la préparation du lin.

Organisme de solidarité:

L'organisme de solidarité est l'organisme qui exécute l'engagement de solidarité, à savoir le Fonds de sécurité d'existence de la préparation du lin, établi à 9051 Gent, Poortakkerstraat 100.

Organisme de pension:

L'organisme de pension est l'organisme qui exécute l'engagement de pension, à savoir ING Insurance SA, établie à 1040 Bruxelles, Cours Saint-Michel 70.

Employeur:

Les entreprises qui emploient du personnel ressortant de la commission paritaire qui tombe sous le champ d'application de la CCT du 22 décembre 2004.

Affilié:

Le travailleur qui répond aux conditions d'affiliation décrites ci-après.

Bénéficiaire:

La (les) personne(s) physique(s) ou morale(s) à qui le versement doit être effectué conformément au règlement de solidarité.

Compte individuel:

Le compte individuel prévu par affilié au sein de l'organisme de pension et sur lequel la prime de l'engagement de pension est versée par affilié actif de l'engagement de pension.

Cotisation de l'engagement de solidarité:

Le montant payé par l'employeur en vue du financement de l'engagement de solidarité, en exécution de la CCT sectorielle déterminant les cotisations de l'engagement de solidarité. Les CCT sectorielles successives sont jointes en annexe au règlement de solidarité et en font partie intégrante. Au début de l'engagement de solidarité, c'est la CCT du 22 décembre 2004 qui est applicable.

Sortie:

La fin du contrat de travail autrement que par décès ou la mise à la retraite, pour autant que l'affilié n'a pas conclu un nouveau contrat de travail avec un employeur.

Fonds de solidarité:

Régime de réserve collective géré conformément aux objectifs et dispositions définis dans le présent règlement. Le fonds de solidarité est logé auprès de l'organisme de solidarité et est géré tout à fait séparément des autres activités de l'organisme de solidarité.

Comité de surveillance:

Le comité au sein de l'organisme de solidarité composé pour moitié de membres qui représentent le personnel au profit duquel l'engagement de solidarité a été instauré, et pour l'autre moitié d'employeurs.

CBFA:

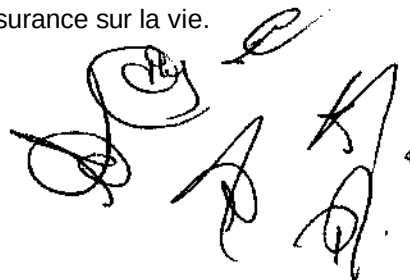
La Commission bancaire, financière et des assurances, fondée par la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, et l'Arrêté Royal du 25 mars 2003.

LPC:

La loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de ces pensions et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

AR vie:

L'Arrêté Royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance sur la vie.



Article 8 Prestations de solidarité

Pour autant que les moyens soient disponibles, les prestations de solidarité suivantes sont prévues pour les affiliés à l'engagement de solidarité:

- Prestation 1:
Conformément à l'article 1,1°,c de l'AR prestations de solidarité: le financement de la constitution de la pension complémentaire de retraite et/ou de survie pendant les périodes indemnisées d'incapacité de travail pour cause de maladie, invalidité, repos d'accouchement ou maternité, ainsi que les périodes couvertes par une incapacité de travail temporaire en raison d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle.
Une prestation de solidarité de 0,05 EUR par jour d'inactivité dans ce cadre est prévue durant une période ininterrompue de maximum 730 jours calendrier.
- Prestation 2:
Conformément à l'article 1,1°,a de l'AR prestations de solidarité: le financement de la constitution de la pension complémentaire de retraite et/ou de survie, pendant les périodes de chômage temporaire au sens des articles 49, 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, ainsi que le chômage par suite de force majeure, par suite de grève ou **lock-out** ou par suite de fermeture pour cause de vacances annuelles.
Une prestation de solidarité de 0,05 EUR par jour d'inactivité dans ce cadre est prévue sans limitation de fréquence ni de durée.
- Prestation 3:
Conformément à l'article 1,2°,b de l'AR prestations de solidarité: la compensation sous forme de rente d'une perte de revenus en cas de décès pendant la carrière professionnelle, limitée à 20.000,00 EUR par an. Les rentes dont le montant annuel est inférieur à 300,00 EUR peuvent être liquidées sous forme de capital.
Compensation d'une perte de revenus en cas de décès du participant sous la forme d'une rente temporaire inconditionnelle, non **transmissible** et non indexable, d'une durée de 5 ans de 120,00 EUR par an. Dans les limites stipulées dans la LPC et l'AR prestations de solidarité, le montant nominal des rentes est octroyé cumulativement au moment du décès. Le bénéficiaire a toujours le droit de demander le versement sous la forme d'un capital unique.

L'engagement de solidarité est une obligation de moyens. Cela a pour conséquence que le niveau des prestations de solidarité peut être adapté par l'organisateur en fonction des moyens disponibles conformément à l'AR financement engagement de solidarité en ce qui concerne les prestations qui ne sont pas encore (tout à fait) indemnisées. Si le niveau des prestations de solidarité est réduit, ce sera toujours d'abord la prestation 1 qui sera réduite, puis la prestation 2 et en dernier lieu la prestation 3.

Les prestations de solidarité entrent en vigueur à la date de début de l'engagement de solidarité.

Dès qu'un affilié ne répond plus aux conditions d'affiliation, il ne peut plus prétendre aux prestations de solidarité.

AR prestations de solidarité:

L'Arrêté Royal du 14 novembre 2003 fixant les prestations de solidarité liées aux régimes de pension complémentaires sociaux.

AR financement engagement de solidarité :

L'Arrêté Royal du 14 novembre 2003 fixant les règles concernant le financement et la gestion de l'engagement de solidarité.

ONSS:

L'Office national belge de sécurité sociale.

Tarif de risque:

L'ensemble des règles de tarification appliquées par l'assureur aux risques assurés telles que consignées dans le dossier technique auprès de la CBFA en application de l'AR vie. Ces règles de tarification comprennent des dispositions relatives au rendement, à la table de mortalité éventuellement utilisée et aux frais imputés.

4. ENGAGEMENT DE SOLIDARITÉ

Article 5 Exécution de l'engagement de solidarité

En exécution de la CCT du 22 décembre 2004, l'engagement de solidarité est exécuté par l'organisme de solidarité.

L'organisme de solidarité désigne un actuaire qui répond aux conditions fixées dans l'Arrêté Royal du 22 novembre 1994 portant exécution de l'article 40 bis de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

A la fin de chaque exercice, l'organisme de solidarité est chargé d'établir un compte des résultats et un bilan actif et passif du fonds de solidarité. L'organisme de solidarité envoie ces documents à la CBFA dans le mois qui suit leur approbation.

Article 6 Modification de l'organisme de solidarité

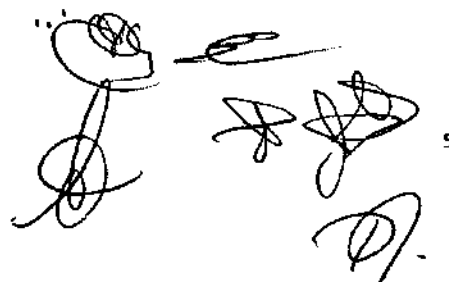
L'organisme de solidarité peut être modifié par CCT. Dans ce cas, le fonds de solidarité est cédé au nouvel organisme de solidarité. Cette modification ne peut engendrer aucune indemnité ou perte de rendement à charge de l'affilié. Au moment de la cession, aucun frais ni aucune indemnité ne peuvent être prélevés des réserves.

L'organisateur informe au préalable la CBFA à propos de cette modification et de la cession du fonds de solidarité qui en découle éventuellement.

L'organisateur informe au préalable les affiliés de cette modification par simple courrier.

Article 7 Conditions d'affiliation

Tous les ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin tels que définis dans la CCT du 22 décembre 2004 qui, à la date d'entrée en vigueur de l'engagement de solidarité ou à toute date ultérieure, sont liés par un contrat de travail avec un employeur, quelle que soit la nature de ce contrat de travail, sont affiliés à l'engagement de solidarité.



Handwritten signatures and initials, including a large stylized 'I' and several smaller signatures, located at the bottom right of the page.

Article 9 Bénéficiaire

- La prestation en cas de décès de l'affilié :

En cas de décès de l'affilié, la prestation de solidarité en cas de décès est versée au bénéficiaire, comme stipulé conformément au règlement de pension de l'engagement de pension à l'exception du fonds de financement de l'engagement de pension.

Le versement se fait en principe à partir du fonds de solidarité. En l'absence de bénéficiaire, la prestation reste dans le fonds de solidarité.

Si la prestation en cas de décès de l'affilié est assurée auprès d'un assureur et si les assurés du contrat d'assurance sont les affiliés, le versement ne se fera pas à partir du fonds de solidarité, mais à partir de l'assureur. En l'absence de bénéficiaire, à l'exception du fonds de financement de l'engagement de pension, la prestation est versée dans le fonds de solidarité.

L'organisme de solidarité, ou l'assureur si la prestation en cas de décès de l'affilié est assurée auprès d'un assureur, peut demander tout document complémentaire pour vérifier l'identité du bénéficiaire.

- La prestation en cas d'incapacité de travail:

En cas d'incapacité de travail de l'affilié, la prestation de solidarité en cas d'incapacité de travail est octroyée à l'organisme de pension sur le compte individuel de l'affilié.

L'organisateur communique, avant la date d'exigibilité stipulée dans l'engagement de pension, la prestation en cas d'incapacité de travail à l'organisme de solidarité.

Le versement se fait en principe à partir du fonds de solidarité.

Toutefois, si la prestation en cas d'incapacité de travail de l'affilié est assurée auprès d'un assureur et si l'assuré du contrat d'assurance est l'affilié, le versement ne viendra pas du fonds de solidarité, mais de l'assureur.

- La prestation en cas de chômage temporaire au sens des articles 49, 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail ainsi que le chômage par suite de force majeure, par suite de grève ou lock-out ou par suite de fermeture pour cause de vacances annuelles:

En cas de chômage de l'affilié, la prestation de solidarité en cas de chômage est octroyée à l'organisme de pension sur le compte individuel de l'affilié.

L'organisateur communique, avant la date d'exigibilité stipulée dans l'engagement de pension, la prestation en cas de chômage à l'organisme de solidarité.

Le versement se fait en principe à partir du fonds de solidarité.

Toutefois, si la prestation en cas de chômage de l'affilié est assurée auprès d'un assureur et si l'assuré du contrat d'assurance est l'affilié, le versement ne viendra pas du fonds de solidarité, mais de l'assureur.



Article 10 Modification et cessation de l'engagement de solidarité

L'engagement de solidarité peut être modifié ou arrêté par une CCT sectorielle modifiant ou annulant la CCT du 22 décembre 2004. Dans ces cas, le règlement de solidarité sera également modifié ou terminé. Si l'équilibre financier du fonds de solidarité est perturbé (tant dans le sens positif que dans le sens négatif), une modification de l'engagement de pension est obligatoire.

Si l'engagement de solidarité est modifié dans le cadre de l'échec du plan de redressement et si les mesures prises sont insuffisantes, il est irrévocablement mis fin à l'engagement de solidarité.

En cas de cessation de l'engagement de solidarité, le fonds de solidarité est liquidé en parts égales au profit des affiliés qui, à la date de la liquidation du fonds de solidarité, sont employés chez un employeur au moyen d'un contrat de travail et qui satisfont aux conditions d'affiliation de l'engagement de solidarité. Le fonds de solidarité ne peut jamais être remboursé en tout ou en partie à l'organisateur, à l'organisme de solidarité et/ou à l'employeur.

Une modification ou une cessation de l'engagement de solidarité peut uniquement être effectuée moyennant l'avis de l'actuaire désigné à propos de cette décision.

5. FONDS DE SOLIDARITE

Article 11 Organisation du fonds de solidarité

En exécution du présent règlement de solidarité, un fonds de solidarité est organisé auprès de l'organisme de solidarité.

Article 12 Financement du fonds de solidarité

Le fonds de solidarité est financé par:

- La cotisation de l'engagement de solidarité. Elle est communiquée avant la date d'exigibilité par l'organisateur et est versée sur le compte en banque de l'organisme de solidarité. Le versement se fait chaque trimestre, au plus tard le 01/03, 01/06, 01/09 et 01/12. L'organisme de solidarité transfère immédiatement ces montants vers le fonds de solidarité.
- Les résultats financiers réalisés par le fonds sur fonds propres.
- Les prestations de solidarité en cas de décès dans la mesure où il n'y a pas de bénéficiaire.
- Les prestations de solidarité en cas de décès dans la mesure où elles n'ont pas été réclamées dans les 3 ans par le bénéficiaire.

Article 13 Affectation des avoirs du fonds de solidarité

Les avoirs du fonds de solidarité peuvent uniquement être affectés pour le paiement :

- de prestations de solidarité en exécution du règlement de solidarité;
- de primes d'assurance en exécution d'un contrat d'assurance couvrant le risque d'une ou plusieurs prestations de solidarité auprès d'un assureur;
- les frais propres à la gestion de l'engagement de solidarité.

Conformément à l'AR financement engagement de solidarité, les avoirs doivent être affectés en partie pour la constitution:

- de provisions pour prestations en cours de paiement;
- de provisions de vieillissement pour fluctuation des risques en cas de loi de survie à taux croissant avec l'âge;
- de provisions pour faire face aux écarts relatifs aux risques de mortalité et d'invalidité.

En ce qui concerne la destination des fonds, il faut toujours demander au préalable l'avis de l'actuaire désigné.

Si la couverture de solidarité est assurée auprès d'un assureur, aucune provision ne doit être constituée si les affiliés sont des bénéficiaires directs du contrat d'assurance. Si la couverture de solidarité est assurée auprès d'un assureur et si les affiliés ne sont pas des bénéficiaires directs du contrat d'assurances, les provisions peuvent être couvertes par une créance sur l'assureur. Les avoirs affectés comme provision ne peuvent pas être affectés pour le paiement d'une prestation de solidarité.

Si les actifs du fonds de solidarité et les provisions constituées ne couvrent pas les dettes, le fonds de solidarité présente à la CBFA, dans un délai de trois mois, un plan de redressement avec les mesures destinées à remédier à cette situation.

Article 14 Mesures en cas d'échec du plan de redressement et modalités de liquidation

Si l'actuaire désigné constate dans son avis que le plan de redressement tel qu'établi en exécution de l'article "Affectation des avoirs du fonds de solidarité" a échoué, la CCT du 22 décembre 2004 relative au régime de pension sectorielle sociale sera révisée. Cette révision peut engendrer une modification ou une cessation de l'engagement de solidarité. Cette révision est présentée directement à la CBFA.

Article 15 Non-paiement de la cotisation engagement de solidarité

Si l'organisateur n'a pas payé la cotisation engagement de solidarité aux échéances prévues dans le règlement de solidarité, l'organisme de solidarité mettra l'organisateur en demeure par lettre recommandée au plus tôt 30 jours après l'expiration de l'échéance.

Si l'organisateur ne procède pas au paiement de la cotisation de l'engagement de solidarité dans les 30 jours qui suivent la mise en demeure par l'organisme de solidarité, ce dernier informera par simple courrier l'organisme de pension, les affiliés et, si les prestations de solidarité sont assurées, l'assureur, de ce non-paiement. Cela ne porte nullement atteinte au droit de l'organisme de solidarité de réclamer ces primes par voie judiciaire.

Si le non-paiement de la cotisation de l'engagement de solidarité provoque un déséquilibre dans le fonds de solidarité, on procède comme indiqué dans l'article "Affectation des avoirs du fonds de solidarité".

6. RENSEIGNEMENTS ET OBLIGATION D'AVIS

Article 16 Avis annuel de l'actuaire désigné

L'actuaire désigné émet chaque année un avis sur le financement du fonds de solidarité et sur le compte de résultats et le bilan du fonds de solidarité. Cet avis comprend également son opinion sur les frais et les provisions pour fluctuation des risques et de vieillissement. Cet avis est remis au comité de gestion paritaire ou, à défaut, au comité de surveillance visé à l'article 47 de la LPC.

Article 17 Rapport de transparence annuel

L'organisme de solidarité rédige chaque année un rapport de transparence sur la gestion de l'engagement de solidarité. Le rapport de transparence comprend les informations suivantes:

- le mode de financement de l'engagement de solidarité et ses modifications structurelles;
- la stratégie d'investissement à long et à court terme et la mesure dans laquelle sont pris en compte les aspects sociaux, éthiques et environnementaux;
- le rendement des placements;
- la structure des frais de l'organisme de solidarité;
- le cas échéant, la participation aux bénéfices.

Ce rapport de transparence est mis à la disposition de l'organisateur qui le communique sur simple demande à l'affilié.

Article 18 Le règlement de solidarité

Le règlement de solidarité est mis à la disposition de l'organisateur qui le communique sur simple demande à l'affilié.

Article 19 Diffusion d'informations à l'affilié

L'organisateur communiquera au moins une fois par an aux affiliés les prestations de solidarité auxquelles ils ont droit.

7. FISCALITE

Article 20 Le statut particulier visé à l'article 10 de la LPC

L'engagement de solidarité est géré d'une manière différenciée par l'organisme de solidarité de manière à ce que l'application du régime spécifique en matière d'impôts sur les revenus et de taxes assimilées au timbre soit garantie pour chaque affilié ou son bénéficiaire, tant en ce qui concerne le traitement des cotisations que les prestations.

Article 21 Limitation de la prestation exonération de prime

Si les cotisations à l'engagement de pension découlant de l'application de l'engagement de solidarité ont pour conséquence que la pension complémentaire, y compris l'éventuelle participation aux bénéfices majorée de la pension légale et d'autres allocations de pension complémentaire du deuxième pilier exprimées en rentes, dépasse 80% de la dernière rémunération annuelle brute normale, compte tenu de la durée normale de l'activité professionnelle, ces cotisations sont limitées. Et ce, conformément à l'article 59 du code des impôts sur les revenus 1992.

Article 22 Retenues fiscales et parafiscales

L'organisme de solidarité se charge d'effectuer les retenues fiscales et sociales sur les versements qu'il effectue et d'établir les différentes déclarations.

8. ASSURANCES

Article 23 Assurance de la prestation de solidarité en cas de décès de l'affilié

L'organisme de solidarité assurera la prestation de solidarité en cas de perte de revenus en cas de décès pendant la carrière professionnelle (prestation 3) auprès de ING Insurance SA à partir du 1^{er} janvier 2005. A cet effet, il conclut un contrat d'assurance dans lequel les affiliés sont les assurés.

L'organisme de solidarité s'engage à respecter les modalités du contrat d'assurances.

9. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 24 Obligations de l'affilié

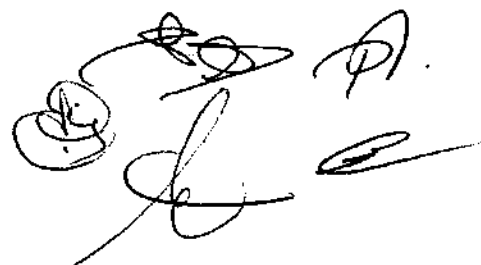
L'affilié transmet à l'organisme de solidarité tous les renseignements et toutes les pièces justificatives nécessaires pour permettre à l'organisme de solidarité de respecter sans délai toutes ses obligations vis-à-vis de l'affilié ou de son bénéficiaire.

Si une ou plusieurs prestations de solidarité sont assurées auprès d'un assureur, l'affilié transmet tous les renseignements et toutes les pièces justificatives à l'assureur.

Si l'affilié ne respecte pas ses obligations, cela décharge l'organisme de solidarité et, le cas échéant, l'assureur de leurs obligations concernant les prestations de solidarité.

Article 25 Obligations de l'organisme de solidarité vis-à-vis de la CBFA

L'organisme de solidarité est tenu de fournir à la CBFA, sur simple demande, tous les renseignements et de lui transmettre tous les documents dont elle a besoin pour réaliser sa tâche.



Article 26 Protection de la vie privée

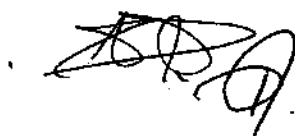
L'affilié autorise l'organisateur, tant au moment de son affiliation que pendant la durée de celle-ci, à fournir à l'organisme de solidarité ou à l'assureur qui assure une ou plusieurs couvertures de solidarité tous les renseignements qui sont requis pour l'établissement et l'exécution de ce règlement.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à toute modification ultérieure qui remplace et/ou complète les dispositions contraignantes de cette loi, l'affilié peut consulter ses données personnelles et, le cas échéant, en obtenir la rectification.

L'organisme de solidarité ou, le cas échéant, l'assureur, est chargé du traitement.

Article 27 Droit applicable

L'organisme de solidarité est soumis aux dispositions légales et réglementaires qui s'appliquent en Belgique aux offres de prestations de solidarité. Au cas où l'une des parties concernées serait établie en dehors de la Belgique, on optera pour l'application du droit belge, pour autant que les parties l'autorisent.



Règlement de pension

Siège social
Cours Saint-Michel 70, 1040 Bruxelles
T +32 2 738 97 11 F +32 2 738 98 96
E info@inginsurance.be

ING Insurance SA, entreprise d'assurances agréée par la CBFA sous le numéro de code 0051.

Siège d'Anvers
Desguinlei 92, 2018 Antwerpen
T +32 3 244 66 88 F +32 3 244 66 87
www.inginsurance.be

ING 320-0002736-90
IBAN BE34 3200 0027 3690
BIC BBRUBEBB
RPM Bruxelles - TVA BE 0404.500.094

10

Engagement de pension

Conditions particulières

Siège social
Cours Saint-Michel 70, 1040 Bruxelles
T +32 2 738 97 11 F +32 2 738 98 96
E info@inginsurance.be
ING Insurance SA, entreprise d'assurances agréée par la CBFA sous le numéro de code 0051.

Siège d'Anvers
Desguinlei 92, 2018 Antwerpen
T +32 3 244 66 88 F +32 3 244 66 87
www.inginsurance.be

ING 320-0002736-90
IBAN BE34 3200 0027 3690
BIC BBRUBEBB
RPM Bruxelles - TVA BE 0404.500.094

Article 1 Définitions

Pour l'application de ce règlement de pension, on entend par:

Régime de pension:

Le régime de pension sectoriel, instauré par la CCT du 22 décembre 2004 en exécution de l'article 4 de la CCT au profit des ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin.

La CCT:

CCT du 22 décembre 2004 introduisant un système de pension complémentaire sectoriel social pour les ouvriers de la préparation du lin, conclue à la sous-commission paritaire n° 120.02 de la préparation du lin.

Organisateur:

Le Fonds social et de garantie de la préparation du lin, instauré en exécution de la CCT du 22 décembre 2004.

Organisme de pension:

En complément des conditions générales, il est stipulé qu'il s'agit de la compagnie d'assurances désignée en exécution de la CCT du 22 décembre 2004 par l'organisateur pour l'exécution et la gestion du régime de pension sectoriel.

Employeur:

Est définie comme employeur l'entreprise qui emploie du personnel ressortissant à la commission paritaire n° 120.02 et qui tombe sous le champ d'application de la CCT du 22 décembre 2004.

Un employeur tiers:

Un employeur tiers est une entreprise qui ne ressortit pas à la commission paritaire n° 120.02 et qui ne tombe pas sous le champ d'application de la CCT du 22 décembre 2004.

Travailleur:

La personne physique qui a conclu un contrat de travail avec l'employeur.

Affilié:

L'affilié actif est le travailleur qui appartient à la catégorie de personnel de l'employeur pour laquelle l'organisateur a instauré un engagement de pension et qui remplit les conditions d'affiliation de l'engagement de pension.

L'affilié passif est l'ancien travailleur qui continue à bénéficier de droits actuels ou différés s'il a préféré lors de sa sortie laisser ses réserves acquises auprès de l'organisme de pension sans modification de l'engagement de pension.

Les crédientiers ne sont pas considérés comme affiliés pour l'application du présent règlement de pension.

Affilié marié:

L'affilié qui est légalement marié et qui n'est ni séparé judiciairement de corps et de biens ni en instance de divorce ou de séparation judiciaire de corps et de biens.

Affilié légalement enregistré comme cohabitant:

L'affilié légalement enregistré comme cohabitant au sens des articles 1475 à 1479 du Code Civil ou qui, conformément aux dispositions similaires du droit étranger, est assimilé à un affilié marié.

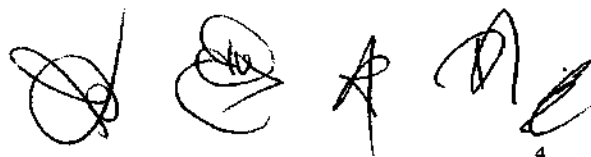
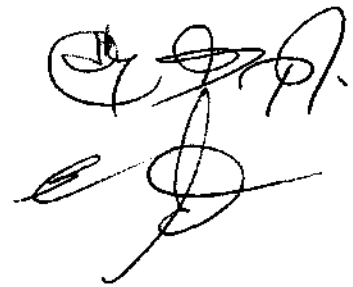


Table des matières

Article 1	Définitions.....	4
Article 2	Eléments pour le calcul des droits.....	6
Article 3	Affiliation.....	7
Article 4	Cessation de l'affiliation.....	8
Article 5	Droits.....	9
Article 6	Prorogation de la date d'expiration.....	10
Article 7	Païement des primes et exigibilité des primes.....	11
Article 8	Modalités de paiement en cas de vie de l'affilié à la date d'expiration.....	12
Article 9	Modalités de païement en cas de décès de l'affilié avant la date d'expiration.....	13
Article 10	Rendement supplémentaire.....	14
Article 11	Prestations acquises et réserves acquises.....	15
Article 12	Aspects fiscaux liés à l'engagement de pension.....	16
Article 13	Sortie.....	17
Article 14	Liquidation anticipée.....	19
Article 15	Modification ou cessation de l'engagement de pension.....	20
Article 16	Dispositions finales.....	21



Article 2 Eléments pour le calcul des droits

Date de prise d'effet: 01/01/2004

Date de modification: pas d'application

Date d'adaptation trimestrielle:

01/03

01/06

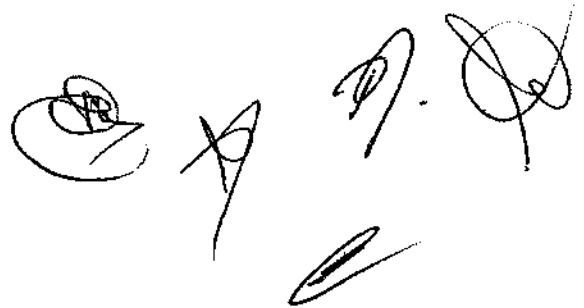
01/09

01/12

A ces dates, les droits de chaque affilié sont recalculés en fonction des éléments à prendre en considération à ce moment pour le calcul des droits, et notamment le salaire ONSS décrit dans la CCT.

Des modifications des éléments nécessaires au calcul des droits au cours d'un trimestre produisent seulement leurs effets à partir du trimestre suivant.

L'article 7 des conditions générales ne s'applique pas à ce règlement de pension.

A collection of handwritten signatures and initials in black ink, located in the lower right quadrant of the page. There are approximately five distinct marks, including a large circular signature, a stylized 'X' or 'A' mark, and several other cursive signatures.



Affilié cohabitant de fait:

L'affilié qui ne relève pas de la définition d'affilié marié et qui peut prouver sur base d'une attestation délivrée par la commune, qu'il cohabite avec un partenaire avec lequel il forme un ménage (le fait d'être domicilié à la même adresse).

Partenaire:

On entend par partenaire:

- l'époux (l'épouse) de l'affilié marié
- le partenaire de l'affilié légalement enregistré comme cohabitant
- le partenaire de l'affilié cohabitant de fait

Affilié isolé:

L'affilié qui n'a pas de partenaire au sens évoqué ci-dessus.

Bénéficiaire :

La personne en faveur de laquelle ou les personnes en faveur desquelles sont stipulées les prestations assurées.

Contribution patronale:

- le versement par l'employeur pour l'engagement de pension tel que décrit dans le présent règlement de pension et tenu à jour sur un compte individuel particulier de l'employeur pour chaque affilié, à savoir le contrat contribution patronale;
- le versement par l'employeur dans le fonds de financement de l'engagement de pension.

Salaire:

Le salaire total des ouvriers soumis aux cotisations de sécurité sociale, sans la majoration de 8% pour le pécule de vacances.

Règlement de solidarité:

Le règlement décrivant les règles et les obligations relatives à l'exécution de l'engagement de solidarité instauré par la CCT du 22 décembre 2004.

Primes:

Par dérogation aux conditions générales, les primes comprennent les contributions patronales et les cotisations de l'engagement de solidarité.

LPC:

La loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de ces pensions et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (M.B. 15 mai 2003).

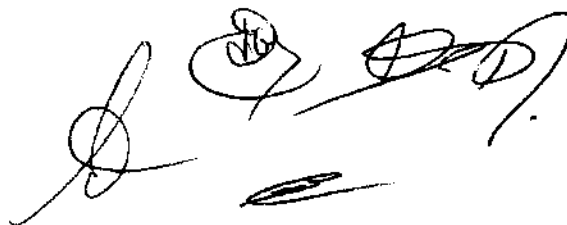
Article 3 Affiliation

Tous les travailleurs faisant partie de la catégorie de personnel mentionnée dans la CCT au service de l'employeur auquel le régime de pension s'applique sont repris dans le présent engagement de pension à partir de leur entrée en service ou de leur accès à la catégorie de personnel visée.

L'affiliation administrative intervient le premier du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle le travailleur satisfait aux conditions fixées. La couverture décès prend cours à partir de la date à laquelle les conditions d'affiliation sont remplies.

L'affiliation intervient au plus tôt le 1^{er} janvier 2004.

L'affiliation est obligatoire pour les travailleurs engagés par l'employeur après le 1^{er} janvier 2004, pour autant qu'ils appartiennent à la catégorie de personnel décrite ci-dessus et remplissent les conditions d'affiliation susmentionnées.

A collection of handwritten signatures and initials in black ink, located at the bottom right of the page. There are four distinct signatures, with the first one being a large, stylized 'S' or 'L' shape, and the others being more compact and cursive.



Article 4 Cessation de l'affiliation

Il est mis fin à l'affiliation:

- le premier du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle l'affilié ne satisfait plus à la définition d'affilié **et/ou** aux conditions d'affiliation et où ses réserves acquises sont sorties de l'engagement de pension ;
- le premier du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle l'affilié quitte le service de l'organisateur avant la date d'expiration et où ses réserves acquises sont sorties de l'engagement de pension ;
- à la date d'expiration, soit le premier du mois suivant le 65^e anniversaire de l'affilié ;
- à la date du décès de l'affilié avant la date d'expiration.

Article 5 Droits

Pour l'affilié actif, il est prévu:

- Contributions patronales

Les contributions patronales trimestrielles sont financées par l'organisateur et sont égales au montant payable en exécution de la CCT sectorielle fixant les contributions patronales pour le régime de pension complémentaire sectoriel social en vigueur à chaque moment respectif. La CCT est applicable à la date de prise d'effet.

Les contributions patronales sont calculées par l'organisateur et communiquées à l'organisme de pension avant la date d'adaptation trimestrielle à laquelle elles s'appliquent.

Pour les travailleurs qui sont au service d'un employeur à la date de prise d'effet du présent régime de pension, les réserves constituées en exécution du régime de pension instauré par la CCT du 14 décembre 1999 sont transférées vers ce régime de pension en exécution de l'article 10 de la CCT du 22 décembre 2004.

Les contributions patronales sont affectées à la combinaison d'assurance capital différé avec contre-assurance des réserves.

Cette combinaison d'assurances prévoit:

- en cas de vie de l'affilié à la date d'expiration: un capital de pension au profit de l'affilié lui-même.
- en cas de décès de l'affilié avant la date d'expiration: un capital-décès au profit du bénéficiaire décrit à l'article "modalités de paiement en cas de décès de l'affilié avant la date d'expiration". Ce capital-décès est identique à la somme des réserves déjà constituées à la date de décès de l'affilié dans le contrat contribution patronale, y compris les réserves de participation bénéficiaire.
- Les cotisations de l'engagement de solidarité

Conformément au règlement de solidarité, des cotisations pourront être versées à partir de l'engagement de solidarité. Ces cotisations, tout comme les contributions patronales, sont versées sur le compte individuel particulier pour chaque affilié, à savoir le contrat contribution patronale.

- Capital-décès

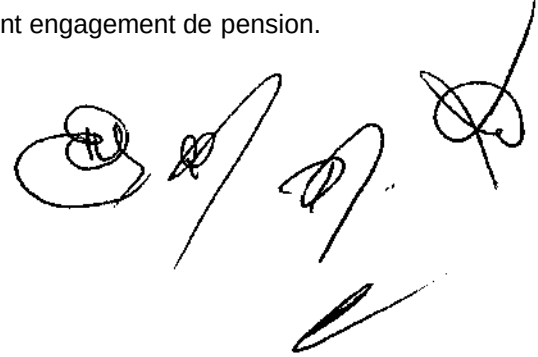
En cas de décès de l'affilié avant la date d'expiration, un capital-décès est dû au profit du bénéficiaire décrit à l'article "modalités de paiement en cas de décès de l'affilié avant la date d'expiration".

- Versements personnels volontaires

Par dérogation aux conditions générales, un affilié ne peut à aucun moment faire des versements personnels volontaires pour augmenter les droits des assurances contractées sur sa vie.

Article 6 Prorogation de la date d'expiration

La prorogation n'est pas prévue dans le présent engagement de pension.

A collection of handwritten signatures and initials in black ink, located to the right of the text. There are four distinct signatures at the top and one longer, more fluid signature below them.

**Article 7 Paiement des primes et exigibilité des primes**

Les primes doivent être payées chaque trimestre par l'organisateur à l'organisme de pension le premier jour du troisième mois de chaque trimestre, étant entendu que la première prime est imputée le premier jour du troisième mois du troisième trimestre suivant le trimestre d'affiliation de l'affilié.

La prime trimestrielle sera calculée sur le salaire qui a été payé à l'affilié en question durant le troisième trimestre précédant la date d'exigibilité concernée.

En cas de sortie de l'affilié, ou en cas de pension ou de décès, une prime calculée comme suit sera imputée au plus tard le jour de la sortie, du décès ou à la date d'expiration :

N*salaire annuel ONSS/365 * pourcentage de contribution

où:

- N = le nombre de jours civils à partir du dernier trimestre dont le salaire a déjà été utilisé pour calculer une prime et jusqu'à la date respective de sortie, pension ou décès ;
salaire annuel ONSS = le salaire total soumis aux cotisations de sécurité sociale - sans la majoration de 8% pour le pécule de vacances - dans les quatre derniers trimestres dont le salaire a déjà été utilisé comme base pour une prime.
Si, au moment de la sortie, du décès ou de la mise à la pension l'affilié ne l'a pas été pendant quatre trimestres complets, le salaire de la période au cours de laquelle il a été effectivement affilié est converti pro rata temporis en un salaire équivalent à quatre trimestres.
- Pourcentage de contribution = le pourcentage à appliquer sur le salaire conformément à l'article 9 de la CCT et des éventuelles modifications ultérieures.

L'exigibilité des primes prend fin respectivement après la date de sortie, la date de décès et la date d'expiration.

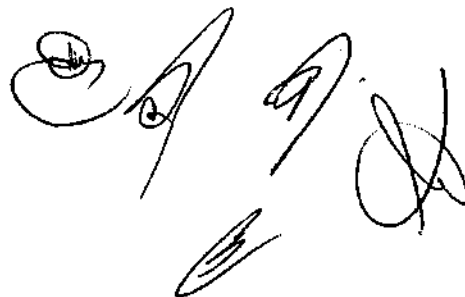
Les cotisations de l'engagement de solidarité sont versées sur le contrat contribution patronale avec comme date d'exigibilité la date mentionnée dans le règlement de solidarité.

Article 8 Modalités de paiement en cas de vie de l'affilié à la date d'expiration

Le capital de pension, augmenté de la participation bénéficiaire sur le contrat contribution patronale, est payable en cas de vie de l'affilié à la date d'expiration et est, si nécessaire, complété par l'organisateur à concurrence des montants garantis par la législation en vigueur.

L'organisme de pension paie ce capital directement à l'affilié, après réception de la quittance établie par l'organisme de pension et signée par l'affilié.

Lors du versement, l'organisme de pension a le droit de demander un certificat de vie du bénéficiaire.

A cluster of four handwritten signatures in black ink, located in the lower right quadrant of the page. The signatures are stylized and appear to be from different individuals.

Article 9 Modalités de paiement en cas de décès de l'affilié avant la date d'expiration

Capital-décès

Le capital-décès, augmenté de la participation bénéficiaire, est payable à la date de décès de l'affilié avant la date d'expiration et est versé directement au bénéficiaire.

L'organisme de pension a le droit de demander lors du versement un certificat de vie du bénéficiaire.

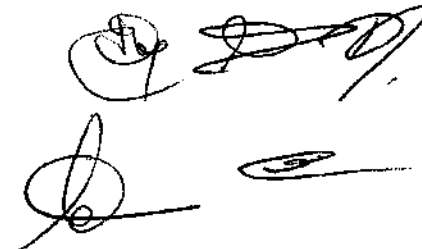
Le bénéficiaire en cas de décès est défini selon l'ordre de priorité suivant:

- le partenaire ;
- à défaut, les descendants au premier degré de l'affilié ou - par représentation - leurs descendants ;
- à défaut, les ascendants au premier degré de l'affilié ;
- à défaut, les héritiers légitimes de l'affilié, à l'exclusion de l'Etat ;
- à défaut, le "fonds de financement" de cet engagement de pension .

Si l'ordre de priorité susmentionné désigne plus d'un bénéficiaire, le capital-décès est réparti proportionnellement entre les différents bénéficiaires.

La liquidation du capital-décès est effectuée après réception de la quittance signée par le bénéficiaire qui a été établie à cette fin par l'organisme de pension.

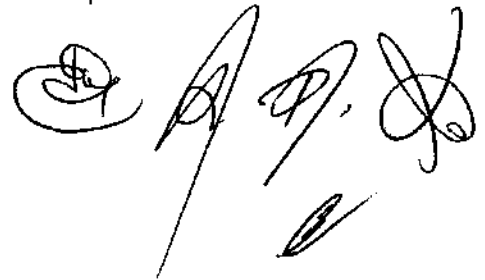
Contrairement aux conditions générales, l'affilié ne peut pas déroger à l'ordre de priorité susmentionné et ne peut pas désigner un bénéficiaire nommé.



Article 10 Rendement supplémentaire

Les dispositions suivantes s'appliquent par opposition à l'article 31 des conditions générales :

- Dans la mesure où l'engagement de pension est un engagement de pension sectoriel social, les contributions patronales et les cotisations de solidarité seront placées dans le canton social branche 21 de l'organisme de pension. En complément du taux garanti, les comptes individuels et le fonds de financement participent au résultat de ce canton social conformément aux dispositions de l'article 10, §1, 4° de la LPC.
- Le rendement supplémentaire attribué aux réserves constituées dans le contrat contribution patronale est versé dans ce contrat et est affecté en primes uniques d'inventaire à l'assurance d'un capital différé avec contre-assurance des réserves. Le rendement supplémentaire est versé en même temps que le capital de pension.

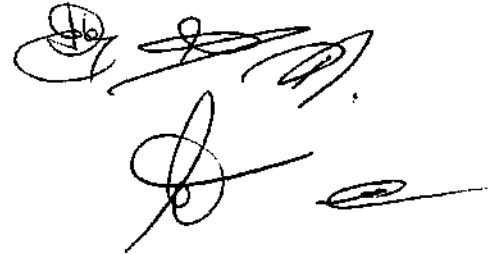


Article 11 Prestations acquises et réserves acquises

Les réserves acquises sont les réserves à un moment donné auxquelles l'affilié a droit conformément à l'engagement de pension. Les réserves acquises sont égales au montant qui se trouve à ce moment sur le contrat contribution patronale de l'affilié.

Les prestations acquises sont les prestations que l'affilié peut revendiquer à la date d'expiration. Les prestations acquises sont obtenues en capitalisant les réserves du contrat contribution patronale en fonction de la combinaison d'assurances et de l'âge de l'affilié à la date d'adaptation trimestrielle en fonction des bases tarifaires.

Si l'affilié choisit de transférer les réserves acquises constituées dans le cadre d'un autre engagement de pension vers le présent engagement de pension, ces réserves transférées ne peuvent jamais être placées sur le contrat contribution patronale de cet engagement de pension, mais elles sont toujours placées dans la structure d'accueil liée à cet engagement de pension.

The block contains several handwritten signatures and initials in black ink. There are three distinct signatures at the top, followed by a large, stylized signature in the middle, and a smaller signature at the bottom right.

Article 12 Aspects fiscaux liés à l'engagement de pension

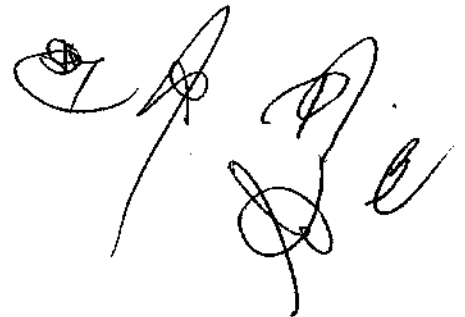
Conformément à la législation fiscale et aux directives promulguées en la matière par l'Administration des Contributions Directes, la déduction des contributions patronales n'est autorisée que pour autant que le montant total suite à la mise à la retraite est exprimé sous la forme d'une rente annuelle

- des paiements assurés par le présent engagement de pension,
- de la pension légale de retraite,
- des autres paiements extralégaux de même nature auxquels l'affilié aura droit, à l'exception des paiements relatifs aux contrats d'assurance-vie individuels (complémentaires) souscrits par lui,

ne dépasse pas 80% de la dernière rémunération annuelle brute normale, compte tenu d'une durée normale d'activité professionnelle.

Cette rente est indexable à hauteur de 2% et réversible à concurrence de 80% en faveur de l'époux(se) ou du partenaire légalement enregistré comme cohabitant.

L'organisme de pension ne peut être tenu responsable de quelque conséquence préjudiciable d'ordre fiscal que ce soit concernant la déductibilité des contributions patronales pour l'organisateur, si cela découle directement d'informations inexactes fournies par l'organisateur ou par l'affilié à l'organisme de pension.

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, located in the lower right area of the page.

Article 13 Sortie

Par "sortie", on entend la fin du contrat de travail entre l'affilié et son employeur actuel pour une autre raison que le décès ou l'arrivée de la date d'expiration, dans la mesure où l'affilié n'a pas conclu un nouveau contrat de travail avec un autre employeur également soumis à cet engagement de pension. Le sortant est l'affilié dont le contrat de travail prend fin.

En cas de sortie d'un affilié, l'organisateur est tenu de notifier cela à l'organisme de pension par écrit au plus tard dans un délai d'un an. S'il le souhaite, le sortant peut informer plus tôt l'organisme de pension par écrit de sa sortie. Si le sortant entre à nouveau en fonction chez un employeur avant un délai d'un an, la procédure ci-dessous ne doit pas être exécutée. L'organisme de pension communique les données suivantes à l'organisateur au plus tard dans les 30 jours suivant la notification précitée, et ce, par le biais d'une lettre de sortie:

- le montant des réserves acquises, complétées si nécessaire à concurrence des montants garantis par la législation en vigueur ;
- le montant des prestations acquises ;
- les différentes options en cas de sortie précisant le maintien ou non de la couverture décès.

L'organisateur informe immédiatement l'affilié des données communiquées par l'organisme de pension.

En cas de sortie, les réserves et prestations acquises sont calculées sur base des dispositions légales et des éléments de calcul des droits d'application à la dernière date d'adaptation trimestrielle avant la sortie.

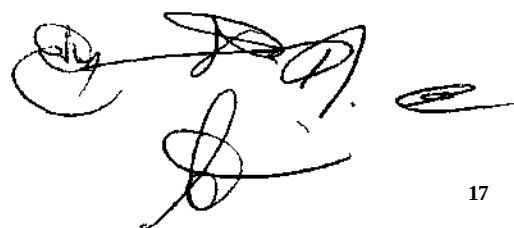
Au moment de la sortie, aucune indemnité ou perte de participation bénéficiaire ne peut être mise à charge de l'affilié ou être déduite des réserves acquises.

L'organisateur est tenu d'apurer les déficits éventuels des réserves acquises lors de la sortie. Pour des raisons fiscales, ce complément éventuel sera toujours considéré comme une contribution patronale.

En cas de sortie de l'affilié, les réserves acquises définies au paragraphe précédent seront complétées, si nécessaire, par l'organisateur à concurrence des montants garantis par la législation en vigueur. Ce complément éventuel sera versé par l'organisateur dans le fonds de financement de cet engagement de pension s'il n'y a pas suffisamment de fonds ou si les fonds présents couvrent d'autres engagements de l'organisateur. Ce n'est que lorsque l'affilié passif fait connaître sa décision de transférer les réserves acquises à une structure d'accueil extérieure à cet engagement de pension ou à un autre organisme de pension que le déficit éventuel existant à ce moment par rapport aux montants garantis est apuré sur le contrat contribution patronale.

En cas de sortie, l'affilié peut choisir à l'égard des réserves acquises, si nécessaire complétées à concurrence des montants garantis par la législation en vigueur, entre les possibilités suivantes:

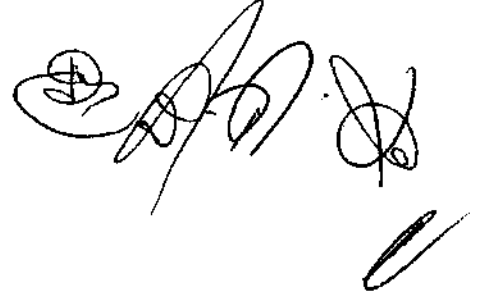
- laisser les réserves auprès de l'organisme de pension actuel sans modification de l'engagement de pension ;
- placer les réserves dans la structure d'accueil liée au présent règlement de pension ;
- transférer les réserves auprès de l'organisme de pension du nouvel employeur avec qui il a conclu un contrat de travail, s'il est affilié à l'engagement de pension de cet employeur ;
- transférer les réserves auprès d'un organisme de pension qui partage le bénéfice total entre les affiliés en proportion de leurs réserves et limite les frais selon les règles fixées par le Roi.



Engagement de pension

Conditions particulières

L'affilié doit communiquer son choix par écrit à l'organisme de pension dans les 30 jours suivant la notification par l'organisateur. Après réception du choix de l'affilié, l'organisme de pension exécute cette option dans les 30 jours. Lorsque l'affilié a laissé expirer ce délai, il est supposé avoir opté pour la possibilité de laisser ses réserves acquises auprès de l'organisme de pension sans modification de l'engagement de pension.

Handwritten signature and initials in black ink, consisting of several loops and a final flourish.

Article 14 Liquidation anticipée

L'affilié a droit au versement de ses réserves acquises à la date d'expiration.

La liquidation anticipée consiste au retrait par l'affilié des réserves de pension avant la date d'expiration.

La liquidation anticipée est possible au plus tôt à partir du moment où l'affilié a atteint l'âge de 60 ans et pour autant que le travailleur n'ait plus la qualité d'affilié.

Les prestations à payer de manière anticipée sont définies par la valeur de rachat théorique du contrat contribution patronale. La valeur de rachat théorique est utilisée à 100%:

- en cas de liquidation sous forme de rente
- en cas de liquidation sous forme de capital

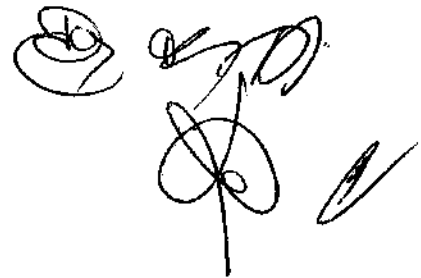
pour autant que l'affilié ait fait part de son intention de liquidation anticipée à l'organisme de pension au moins 6 mois à l'avance.

Par dérogation aux conditions générales, l'affilié ne peut à aucun moment demander ou retirer des avances sur les prestations ou des mises en gage des droits de pension pour garantir un emprunt.

The image shows several handwritten signatures and a circular stamp. One signature is on the left, and a cluster of signatures and a stamp is on the right. The stamp is circular with some illegible text inside.

Article 15 Modification ou cessation de l'engagement de pension

Par dérogation aux conditions générales, toute décision de modification ou de cessation de ce régime de pension ne peut être prise unilatéralement par l'organisateur, mais doit faire l'objet d'une convention collective de travail sectorielle. Toute décision de cessation (suppression) ou modification du régime de pension doit être conforme à l'article 10, §1, 3° de la LPC.

Handwritten signatures and initials in black ink, consisting of several stylized scribbles and loops.

Article 16 Dispositions finales

Les conditions particulières, les conditions générales et le **benefit statement** forment ensemble le règlement de pension. Les annexes et les avenants éventuels aux conditions particulières en font partie intégrante.

Les dispositions des conditions particulières et des annexes et avenants éventuels ont toutefois la priorité sur les conditions générales.

L'organisme de pension se réserve le droit de régler conformément aux conditions générales tous les aspects qui ne sont pas explicitement prévus par les présentes conditions particulières.

Etabli en double exemplaire le 15 juin 2005,

Paritair Subcomité voor de vlasbereiding

Collectieve Arbeidsovereenkomst van 22 december 2004

Collectieve Arbeidsovereenkomst tot invoering van een sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de arbeiders van de Vlasbereiding

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden die ressorteren onder het onder het Paritair Subcomité N° 120.02 voor de vlasbereiding.

Met werklieden worden ook de werksters bedoeld.

Artikel 2

De partijen vragen de algemeenverbindendverklaring aan.

Artikel 3

Begrippen en definities

Voor de toepassing van deze CAO worden verstaan onder :

3.1 WAP : De wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (B.S. 15 mei 2003).

3.2 Loon : Het totale loon van de werklieden onderworpen aan de sociale zekerheidsbijdragen, zonder de verhoging van 8 % voor het vakantiegeld.

3.3 CAO van 14 december 1999 : Collectieve arbeidsovereenkomst van 14 december 1999 ter "Invoering van een sectoraal stelsel ter aanvulling van het wettelijk pensioenstelsel", geregistreerd op 5 april 2000 onder nummer 54528/CO/122), algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit op 10 mei 2001 (B.S. 7 september 2001).

3.4 KB Solidariteitsprestaties : Koninklijk besluit van 14 november 2003 tot vaststelling van de solidariteitsprestaties verbonden met de sociale aanvullende pensioenstelsels (B.S. 14 november 2003).

Doelstelling

Artikel 4

Onderhavige CAO heeft als enig onderwerp het invoeren van het aanvullend pensioenstelsel voor de werklieden van de Vlasbereiding en de regels ervan vast te leggen.

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst wordt in het bijzonder afgesloten in het kader van artikel 10§2 van de WAP ; het betreft immers een sociaal sectorpensioenstelsel. Dit sociaal pensioenplan geniet van het bijzonder statuut, vastgesteld artikel 176^{2,4°bis} van het Wetboek van met zegel gelijkgestelde taksen en in artikel 10 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, vermits het aan de wettelijke voorwaarden voldoet zoals bepaald in Artikel 10,§1 van de WAP.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

3 1 -01- 2005

2-0-10-2005

76.758 16/120 p9

Artikel 5

Het **reglement** van aanvullend pensioen en het **reglement** van solidariteitstoezegging **maken** integraal **deel** uit van onderhavige CAO.

Inrichter

Artikel 6

De inrichter van het sociaal sectorpensioenplan is Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding.

Uitvoerder van de Pensioentoezegging

Artikel 7

Bij toepassing van Artikel 8 van de WAP wordt **als** pensioeninstelling gekozen **ING** Insurance nv, met **maatschappelijke zetel** ~~Henri-Matisseplein 16, 1140-Evere~~

- *70, de 1040 Brussels.*

Uitvoerder van de Solidariteitstoezegging

Artikel 8

Bij toepassing van Artikel 47 van de WAP wordt de uitvoering van de solidariteitstoezegging toevertrouwd het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Vlasbereiding, Poortakkerstraat 100 te 9051 Gent (S-D-W) dat de solidariteitstoezegging afgezonderd van zijn andere activiteiten **zal** beheren.

Bijdragen en waarborgen

Artikel 9

De totale bijdrage wordt vastgesteld op 0,60 % van het **loon**.

Hiervan wordt 0,57 % van het loon aangewend **tot** financiering van de opbouw van een aanvullend pensioen **zoals** beschreven in artikel **11** van onderhavige CAO.

Hiervan wordt 0,03 % van het loon aangewend **tot** financiering van de solidariteitsprestaties zoals beschreven in artikel 12 van onderhavige CAO.

Artikel 10

De **reserves** opgebouwd in het kader van de CAO van 14 **december 1999** worden voor de op 1 januari 2004 actieve aangeslotenen op geïndividualiseerde basis aangewend als **éénmalige** koopsom. Deze **koopsom** wordt aangewend **overeenkomstig** de verdeling in artikel 9 van onderhavige CAO.

Artikel 11

De bijdragen voor de pensioentoezegging worden aangewend in een verzekeringstechniek Uitgesteld Kapitaal met Tegenverzekering van de **Reserve (UKMR)**.

De aanspraken op het aanvullend pensioen worden bepaald overeenkomstig het **pensioenreglement**, dat als bijlage 1 aan onderhavige CAO zal worden gehecht.

Artikel 12

De bijdragen voor de solidariteitstoezegging worden, voor zover de **middelen** beschikbaar zijn, aangewend binnen volgende solidariteitsdekkingen :

- **conform** artikel **1,1°,a** van het KB solidariteitsprestaties, de financiering van de opbouw van het aanvullend rust- en/of overlijdenspensioen, tijdens de **periodes** van tijdelijke

werkloosheid in de zin van de artikelen 49, 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de **arbeidsovereenkomsten**, en de werkloosheid ten gevolge van **overmacht**, staking of **lock-out** of ten gevolge van een sluiting wegens **jaarlijkse** vakantie.

- conform artikel 1,1°,c van het KB solidariteitsprestaties, de financiering van de opbouw van het aanvullend rust- en/of overlijdenspensioen tijdens de vergoede **periodes** van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte, **invaliditeit**, bevallings- of zwangerschapsrust, en de **periodes** die worden gedekt door een tijdelijke arbeidsongeschiktheid ten gevolge van een arbeidsongeval of een beroepsziekte ;
- conform artikel 1,2),b van het KB solidariteitsprestaties, de vergoeding onder **vorm** van rente van **inkomstenverlies** bij overlijden tijdens beroepsloopbaan beperkt **tot** 20.000 euro per jaar. De renten waarvan het jaarlijkse bedrag kleiner is dan 300 euro **mogen** in kapitaal worden vereffend.

De aanspraken op en de niveaus van deze solidariteitsdekkingen zullen worden bepaald in het **reglement** van solidariteitstoezegging, dat **als** bijlage 2 aan onderhavige CAO **zal** worden gehecht.

Het geheel van solidariteitsdekkingen is een **middelenverbintenis**. Dit **wil** zeggen dat de niveaus van de prestaties door de inrichter kunnen worden aangepast, met het oog op het behouden van het financieel evenwicht, **overeenkomstig** de bepalingen van de WAP, het KB solidariteitsprestaties en het KB van 14 november 2003 **tot** vaststelling van de regels inzake de financiering en het beheer van een solidariteitstoezegging (B.S. 14 november 2003).

Inwerkingtreding en opzeggingsmodaliteiten

Artikel 13

Deze CAO treedt in werking op 01/01/2004 en wordt gesloten voor een onbepaalde duur. Zij kan door **elk** der partijen worden beëindigd, **mits** een opzegging van zes **maanden** wordt betekend per aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de vlasbereiding. De opzegging is alleen geldig voor zover artikel 10,§1,3° van de WAP wordt nageleefd, wat betekent dat de beslissing **tot** opheffing van het sociaal sectoraal pensioenstelsel alleen geldig is wanneer zij 80 % van de **stemmen** van de, in het paritair subcomité **benoemde**, gewone of plaatsvervangende leden die de werkgevers vertegenwoordigen en 80 % van de stemmen van de, in het paritair subcomité benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werknemers vertegenwoordigen heeft behaald.

Gedaan te Kortrijk op

Solidariteitsreglement

Maatschappelijke zetel
Sint-Michielswarande 70, 1040 Brussel
T +32 2 738 97 11 F +32 2 738 98 96
E info@inginsurance.be
ING Insurance NV, verzekeringsonderneming toegelaten door de CBFA onder codenummer 0051.

Zetel Antwerpen
Desguinlei 92, 2018 Antwerpen
T +32 3 244 66 88 F +32 3 244 66 87
www.inginsurance.be

ING 320-0002736-90
IBAN BE34 3200 0027 3690
BIC BBRUBEBB
RPR Brussel - BTW BE 0404.500.094

INHOUDSOPGAVE

	VOORWERP EN DOEL VAN DE SOLIDARITEITSTOEZEGGING	
	Artikel 1 Voorwerp.....	3
	Artikel 2 Doel.....	3
2.	WERKING IN DE TIJD	
	Artikel 3 Aanvangs- en einddatum van de solidariteitstoezegging.....	3
3.	DEFINITIES	
	Artikel 4 Definities.....	3
4.	SOLIDARITEITSTOEZEGGING	
	Artikel 5 Uitvoering van de solidariteitstoezegging.....	5
	Artikel 6 Uitvoering van de solidariteitstoezegging.....	5
	Artikel 7 Aansluitingsvoorwaarden.....	6
	Artikel 8 Solidariteitsprestaties.....	6
	Artikel 9 Begunstigde.....	7
	Artikel 10 Wijziging en beëindiging van de solidariteitstoezegging.....	8
5.	SOLIDARITEITSFONDS	
	Artikel 11 Inrichting van het solidariteitsfonds.....	8
	Artikel 12 Financiering van het solidariteitsfonds.....	8
	Artikel 13 Aanwending van het vermogen van het solidariteitsfonds.....	8
	Artikel 14 Maatregelen bij mislukken van herstelplan en vereffeningsmodaliteiten.....	9
	Artikel 15 Niet-betaling van de bijdrage solidariteitstoezegging.....	9
6.	INLICHTINGEN EN ADVIESVERPLICHTING	
	Artikel 16 Jaarlijks advies van de aangeduide actuaris.....	10
	Artikel 17 Jaarlijks transparantieverslag.....	10
	Artikel 18 Hetsolidariteitsreglement.....	10
	Artikel 19 Informatieverstrekking aan de aangeslotene.....	10
7.	FISCALITEIT	
	Artikel 20 Het bijzonder statuut bedoeld in artikel 10 van de WAP.....	10
	Artikel 21 Beperking van de prestatie premievrijstelling.....	11
	Artikel 22 Fiscale en parafiscale inhoudingen.....	11
8.	VERZEKERINGEN	
	Artikel 23 Verzekering van de solidariteitsprestatie bij overlijden van de aangeslotene.....	11
9.	ALGEMENE BEPALINGEN	
	Artikel 24 Verplichtingen van de aangeslotene.....	11
	Artikel 25 Verplichtingen van de solidariteitsinstelling ten opzichte van de CBFA.....	11
	Artikel 26 Bescherming van de persoonlijke levenssfeer.....	12
	Artikel 27 Toepasselijk recht.....	12

1. VOORWERP EN DOEL VAN DE SOLIDARITEITSTOEZEGGING

Artikel 1 Voorwerp

In uitvoering van de CAO van 22 december 2004 richt het Waarborg & Sociaal Fonds der Vlasbereiding een solidariteitstoezegging in ten gunste van de werklieden die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding die voldoen aan de aansluitingsvoorwaarden zoals hierna in het solidariteitsreglement bepaald.

Artikel 2 Doel

Het doel van dit reglement bestaat in het definiëren van de voorwaarden en modaliteiten van de solidariteitsprestaties. Hierdoor zal de pensioentoezegging ingevoerd met de CAO van 22 december 2004 ten gunste van de werklieden die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding kunnen genieten van het bijzonder statuut bedoeld in artikel 10 van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.

2. WERKING IN DE TIJD

Artikel 3 Aanvangs- en einddatum van de solidariteitstoezegging

De aanvangsdatum van de solidariteitstoezegging is 1 januari 2004.

De solidariteitstoezegging loopt steeds samen met de pensioentoezegging ingevoerd met de CAO van 22 december 2004 ten gunste van de werklieden die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding.

De solidariteitstoezegging neemt automatisch een einde op het ogenblik dat de pensioentoezegging ingevoerd met de CAO van 22 december 2004 ten gunste van de werklieden die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding beëindigd wordt.

3. DEFINITIES

Artikel 4 Definities

Paritair Comité:

Het paritair subcomité n° 120.02 voor de vlasbereiding.

Pensioentoezegging:

De pensioentoezegging ingevoerd met de CAO van 22 december 2004 ten gunste van de werklieden die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding.

Solidariteitstoezegging:

De solidariteitstoezegging ingevoerd met de CAO van 22 december 2004 ten gunste van de werklieden die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding die voldoen aan de aansluitingsvoorwaarden zoals hierna in het solidariteitsreglement bepaald.

Inrichter:

De inrichter van de solidariteitstoezegging is het Waarborg S Sociaal Fonds der Vlasbereiding.

Solidariteitsinstelling:

De solidariteitsinstelling is de uitvoerder van de solidariteitstoezegging, met name het Fonds voor bestaanszekerheid voor de Vlasbereiding, gevestigd te 9051 Gent, Poortakkerstraat 100.

Pensioeninstelling:

De pensioeninstelling is de uitvoerder van de pensioentoezegging, met name ING Insurance NV, gevestigd te 1040 Brussel, Sint-Michielswarande 70.

Werkgever:

De ondernemingen die personeel tewerkstellen dat ressorteert onder het paritair comité en onder het toepassingsgebied van de CAO van 22 december 2004 valt.

Aangeslotene:

De werknemer die beantwoordt aan de hierna beschreven aansluitingsvoorwaarden.

Begunstigde:

De natuurlijke -of rechtsperso(n)en aan wie de uitkering, overeenkomstig het solidariteitsreglement, moet gebeuren.

Individuele rekening:

De binnen de pensioeninstelling per aangeslotene voorziene individuele rekening waarop de premie voor de pensioentoezegging per actieve aangeslotene van de pensioentoezegging wordt gestort.

Bijdrage solidariteitstoezegging:

Het bedrag, betaald door de werkgever tot financiering van de solidariteitstoezegging, in uitvoering van de sectorale CAO tot bepaling van de bijdragen voor de solidariteitstoezegging. De opeenvolgende sectorale CAO's worden in bijlage aan het solidariteitsreglement gehecht en maken er integraal deel van uit. Bij aanvang van de solidariteitstoezegging geldt CAO van 22 december 2004.

Uittreding:

De beëindiging van de arbeidsovereenkomst anders dan door overlijden of pensionering voor zover de aangeslotene geen nieuwe arbeidsovereenkomst heeft gesloten met een werkgever.

Solidariteitsfonds:

Stelsel van collectieve reserve dat wordt beheerd overeenkomstig de in dit reglement gedefinieerde doelstellingen en bepalingen. Het solidariteitsfonds wordt ondergebracht bij de solidariteitsinstelling en wordt volledig afzonderlijk van de andere activiteiten van de solidariteitsinstelling beheerd.

Toezichtscomité:

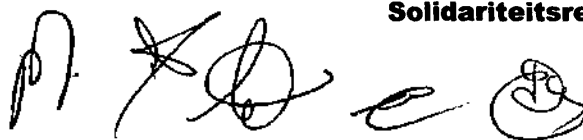
Het comité binnen de solidariteitsinstelling dat voor de helft is samengesteld uit leden die het personeel vertegenwoordigen aan wie de onderhavige solidariteitstoezegging wordt gedaan en voor de andere helft uit werkgevers bestaat.

CBFA:

De Commissie voor het Bank, Financie- en Assurantiewezen opgericht door de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en het Koninklijk Besluit van 25 maart 2003.

WAP:

De wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.



KB leven:

Het Koninklijk Besluit van **14 november** 2003 betreffende de levensverzekeringsactiviteit.

KB solidariteitsprestaties:

Het Koninklijk Besluit van 14 november 2003 **tot** vaststelling van de solidariteitsprestaties verbonden met de sociale aanvullende pensioenstelsels.

KB financiering solidariteitstoezegging:

Het Koninklijk Besluit van 14 november 2003 **tot** vaststelling van de regels inzake de financiering en het beheer van de solidariteitstoezegging.

RSZ:

De Belgische Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Risicotarief:

Het geheel van de door de verzekeraar toegepaste tarifieringsregels van toepassing op de verzekerde **risico's zoals** onder toepassing van het KB leven neergelegd in het technische dossier bij de CBFA. Deze tarifieringsregels **omvatten** bepalingen betreffende het rendement, de eventueel gebruikte sterftetafel en de aangerekende kosten.

4. SOLIDARITEITSTOEZEGGING

Artikel 5 Uitvoering van de solidariteitstoezegging

In uitvoering van de CAO van 22 **december** 2004 wordt de solidariteitstoezegging uitgevoerd door de solidariteitsinstelling.

De solidariteitsinstelling duidt een actuaris aan die voldoet aan de voorwaarden vastgelegd in het KB van 22 november 1994 houdende de uitvoering van artikel 40bis van de wet van 9 **juli** 1975 betreffende de **controle der verzekeringsondernemingen**.

De solidariteitsinstelling is op het einde van ieder boekjaar belast met het opstellen van een resultatenrekening en een balans met activa en passiva van het solidariteitsfonds. De solidariteitsinstelling zendt deze stukken binnen de maand na hun goedkeuring door aan de CBFA.

Artikel 6 Uitvoering van de solidariteitstoezegging

De solidariteitsinstelling kan per CAO gewijzigd worden. In dit **geval** wordt het solidariteitsfonds aan de nieuwe solidariteitsinstelling overgedragen. Deze wijziging **mag** geen enkele vergoeding of verlies van rendement ten **laste** van de aangeslotene **als** gevolg hebben. Op het ogenblik van de overdracht **mogen** geen kosten of vergoedingen aan de **reserves** worden onttrokken.

De inrichter licht de CBFA voorafgaandelijk in met betrekking **tot** deze wijziging en de eventueel daaruit voortvloeiende overdracht van het solidariteitsfonds.

De inrichter **stelt** de aangeslotenen voorafgaandelijk in kennis van deze wijziging bij gewoon schrijven.

:

Artikel 7 Aansluitingsvoorwaarden

Alle werklieden die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding zoals bepaald in CAO van 22 december 2004 die op de **aanvangsdatum** van de **solidariteitstoezegging** of op **elke** latere **datum** verbonden zijn door **middel** van een **arbeidsovereenkomst** met een werkgever, ongeacht de aard van deze **arbeidsovereenkomst**, worden aangesloten bij de solidariteitstoezegging.

Artikel 8 Solidariteitsprestaties

Voor zover de middelen beschikbaar zijn, worden de volgende solidariteitsprestaties voorzien voor de aangeslotenen aan de solidariteitstoezegging:

- Prestatie 1:
Conform artikel 1,1°,c van het KB solidariteitsprestaties: de financiering van de opbouw van het aanvullend rust- en/of overlijdenspensioen tijdens de vergoede **periodes** van arbeidsongeschiktheid **wegens ziekte**, invaliditeit, bevallings- of zwangerschapsrust, en de **periodes** die worden gedekt door een tijdelijke arbeidsongeschiktheid ten gevolge van een arbeidsongeval of een beroepsziekte.
Er wordt een solidariteitsprestatie voorzien van 0,05 EUR per dag inactiviteit in dit kader en dit gedurende een maximale aaneengesloten **periode** van 730 kalenderdagen.
- Prestatie 2:
Conform artikel 1,1°,a van het KB solidariteitsprestaties: de financiering van de opbouw van het aanvullend rust- en/of overlijdenspensioen, tijdens de **periodes** van tijdelijke werkloosheid in de zin van de artikelen 49, 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de **arbeidsovereenkomsten**, en de werkloosheid ten gevolge van overmacht, staking of lock-out of ten gevolge van een sluiting wegens jaarlijkse vakantie.
Er wordt een solidariteitsprestatie voorzien van 0,05 EUR per dag inactiviteit in dit kader zonder beperking in de tijd of tijdsduur.
- Prestatie 3:
Conform artikel 1,2°,b van het KB solidariteitsprestaties: de vergoeding onder **vorm** van rente van inkomstenverlies bij overlijden tijdens de beroepsloopbaan beperkt tot 20.000,00 EUR per jaar. De renten waarvan het jaarlijkse bedrag kleiner is dan 300,00 EUR **mogen** in kapitaal worden vereffend.
De vergoeding van inkomstenverlies bij overlijden van de aangeslotene wordt uitgedrukt **als** een tijdelijke **onvoorwaardelijke**, niet overdraagbare en niet indexeerbare rente met een looptijd van 5 jaar van **120,00** EUR per jaar. Binnen de grenzen bepaald in de WAP en het KB solidariteitsprestaties wordt de nominale **som** van de rentes op het moment van overlijden gecumuleerd uitgekeerd. De begunstigde heeft steeds het recht **om** de uitkering in de vorm van een eenmalig kapitaal te vragen.

De solidariteitstoezegging is een **middelenverbintenis**. Dit heeft als gevolg dat het niveau van de solidariteitsprestaties door de inrichter kan aangepast worden in functie van de beschikbare middelen conform het KB financiering solidariteitstoezegging wat betreft de nog niet (volledig) vergoede prestaties. Indien het niveau van de solidariteitsprestaties **verminderd** wordt zal steeds eerst prestatie 1 verminderd worden, dan prestatie 2 en als laatste prestatie 3.

De solidariteitsprestaties treden in werking op de **aanvangsdatum** van de solidariteitstoezegging.

Van zodra een aangeslotene niet langer aan de aansluitingsvoorwaarden voldoet, kan hij geen aanspraak **meer maken** op de solidariteitsprestaties.

Artikel 9 Begunstigde

- De prestatie bij overlijden van de aangeslotene:

In geval van overlijden van de aangeslotene wordt de solidariteitsprestatie in geval van overlijden uitgekeerd aan de begunstigde zoals bepaald overeenkomstig het pensioenreglement van de pensioentoezegging met uitsluiting van het financieringsfonds van de pensioentoezegging.

De uitkering gebeurt in principe vanuit het solidariteitsfonds. Bij ontstentenis van een begunstigde blijft de prestatie in het solidariteitsfonds.

Indien de prestatie bij overlijden van de aangeslotene verzekerd is bij een verzekeraar en de verzekerden van de verzekeringsovereenkomst de aangeslotenen zijn, zal de uitkering niet vanuit het solidariteitsfonds gebeuren maar door de verzekeraar. Bij ontstentenis van een begunstigde, met uitsluiting van het financieringsfonds van de pensioentoezegging, wordt de prestatie in het solidariteitsfonds gestort.

De solidariteitsinstelling, of de verzekeraar indien de prestatie bij overlijden van de aangeslotene verzekerd is bij een verzekeraar, kan ieder bijkomend document opvragen om de identiteit van de begunstigde te verifiëren.

- De prestatie in geval van arbeidsongeschiktheid:

In geval van arbeidsongeschiktheid van de aangeslotene wordt de solidariteitsprestatie in geval van arbeidsongeschiktheid uitgekeerd aan de pensioeninstelling op de individuele rekening van de aangeslotene.

De inrichter deelt vóór de verschuldigheidsdatum van toepassing in de pensioentoezegging, de prestatie in geval van arbeidsongeschiktheid mee aan de solidariteitsinstelling.

De uitkering gebeurt in principe vanuit het solidariteitsfonds.

Indien echter de prestatie bij arbeidsongeschiktheid van de aangeslotene verzekerd is bij een verzekeraar en de verzekerde van de verzekeringsovereenkomst de aangeslotene is, zal de uitkering niet vanuit het solidariteitsfonds gebeuren maar door de verzekeraar.

- De prestatie in geval van tijdelijke werkloosheid in de zin van de artikelen 49, 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en de werkloosheid ten gevolge van overmacht, staking of lock-out of ten gevolge van een sluiting wegens jaarlijkse vakantie:

In geval van werkloosheid van de aangeslotene wordt de solidariteitsprestatie in geval van werkloosheid uitgekeerd aan de pensioeninstelling op de individuele rekening van de aangeslotene.

De inrichter deelt vóór de verschuldigheidsdatum van toepassing in de pensioentoezegging, de prestatie in geval van werkloosheid mee aan de solidariteitsinstelling.

De uitkering gebeurt in principe vanuit het solidariteitsfonds.

Indien echter de prestatie bij werkloosheid van de aangeslotene verzekerd is bij een verzekeraar en de verzekerde van de verzekeringsovereenkomst de aangeslotene is, zal de uitkering niet vanuit het solidariteitsfonds gebeuren maar door de verzekeraar.

Artikel 10 Wijziging en beëindiging van de solidariteitstoezegging

De solidariteitstoezegging kan gewijzigd of stopgezet worden door een sectorale CAO die de CAO van 22 december 2004 wijzigt of opheft. In die gevallen zal ook het solidariteitsreglement gewijzigd of beëindigd worden. Indien het financiële evenwicht van het solidariteitsfonds verstoord wordt (zowel in positieve als in negatieve zin), is een wijziging van de pensioentoezegging verplicht.

Indien de solidariteitstoezegging in het kader van het mislukken van het herstelplan gewijzigd wordt en de genomen maatregelen onvoldoende zijn, wordt de solidariteitstoezegging onherroepelijk beëindigd.

Bij beëindiging van de solidariteitstoezegging wordt het solidariteitsfonds bij gelijke delen vereffend ten voordele van de aangeslotenen die op datum van de vereffening van het solidariteitsfonds bij een werkgever zijn tewerkgesteld door middel van een arbeidsovereenkomst en aan de aansluitingsvoorwaarden van de solidariteitstoezegging voldoen. Het solidariteitsfonds mag nooit geheel of gedeeltelijk aan de inrichter, de solidariteitsinstelling en/of de werkgever worden teruggestort.

Een wijziging of een beëindiging van de solidariteitstoezegging kan enkel uitgevoerd worden mits het advies van de aangeduide actuaire aangaande deze beslissing werd ingewonnen.

5. SOLIDARITEITSFONDS

Artikel 11 Inrichting van het solidariteitsfonds

In uitvoering van dit solidariteitsreglement wordt een solidariteitsfonds ingericht bij de solidariteitsinstelling.

Artikel 12 Financiering van het solidariteitsfonds

Het solidariteitsfonds wordt gefinancierd door:

- De bijdrage solidariteitstoezegging. Deze wordt vóór de verschuldigheidsdatum door de inrichter meegedeeld en wordt gestort op de bankrekening van de solidariteitsinstelling. De storting gebeurt elk kwartaal ten laatste op: 01/03, 01/06, 01/09 en 01/12. De solidariteitsinstelling stort deze bedragen onverwijld door in het solidariteitsfonds.
- De financiële resultaten die het fonds realiseert op het eigen vermogen.
- De solidariteitsprestatie bij overlijden in zoverre er geen begunstigde is.
- De solidariteitsprestatie bij overlijden in zoverre deze niet binnen de 3 jaar werd opgevraagd door de begunstigde.

Artikel 13 Aanwending van het vermogen van het solidariteitsfonds

Het vermogen van het solidariteitsfonds kan slechts worden aangewend voor de betaling van:

- solidariteitsprestaties in uitvoering van het solidariteitsreglement;
- verzekeringspremies in uitvoering van een verzekeringscontract dat het risico van één of meerdere solidariteitsprestaties dekt bij een verzekeraar;
- de kosten eigen aan het beheer van de solidariteitstoezegging.

Het vermogen moet conform het KB financiering solidariteitstoezegging deels aangewend worden voor het aanleggen van:

- voorzieningen voor lopende uitkeringen;
- vergrijzingsvoorzieningen voor **fluctuaties** van risico's in **geval** een met de **leeftijd** stijgende voorvalswet;
- voorzieningen **om** het hoofd te bieden aan afwijkingen met betrekking **tot** de risico's overlijden en invaliditeit.

Met betrekking **tot** de bestemming van de fondsen moet steeds voorafgaand het advies van de aangeduide actuaire ingewonnen zijn.

Indien de solidariteitsdekking verzekerd is bij een verzekeraar **moeten** geen voorzieningen worden aangelegd indien de aangeslotenen rechtstreekse begunstigen van de verzekeringsovereenkomst zijn. Indien de solidariteitsdekking verzekerd is bij een verzekeraar en de aangeslotenen geen rechtstreekse begunstigen van de verzekeringsovereenkomst zijn, kunnen de voorzieningen gedekt worden door een vordering op de verzekeraar. Het vermogen dat aangewend is **als** een voorziening kan niet aangewend worden voor de betaling van een solidariteitsprestatie.

Indien de **activa** van het solidariteitsfonds en de aangelegde voorzieningen de schulden niet dekken, **legt** het solidariteitsfonds aan de CBFA binnen een **termijn** van drie maanden een herstelplan voor met de **maatregelen** om die toestand te verhelpen.

Artikel 14 Maatregelen bij mislukken van herstelplan en vereffeningsmodaliteiten

Indien de aangewezen actuaire in zijn advies vaststelt dat het herstelplan zoals opgesteld in uitvoering van het artikel "Aanwending van het vermogen van het solidariteitsfonds" mislukt is, wordt de CAO van 22 december 2004 betreffende het sociaal sectoraal pensioenstelsel herzien. Deze herziening kan een wijziging of een beëindiging van de solidariteitstoezegging tot gevolg hebben. Deze herziening wordt onverwijld voorgelegd aan de CBFA.

Artikel 15 Niet-betaling van de bijdrage solidariteitstoezegging

Indien de inrichter de bijdrage solidariteitstoezegging niet betaald heeft op de in het **solidariteitsreglement** voorziene vervaldagen, zal de solidariteitsinstelling ten vroegste 30 dagen na het verstrijken van de vervaldag de inrichter in gebreke stellen bij aangetekend schrijven.

Indien de inrichter binnen de 30 dagen na ingebrekestelling door de solidariteitsinstelling niet overgegaan is **tot** betaling van de bijdrage solidariteitstoezegging, zal de solidariteitsinstelling de pensioeninstelling, de aangeslotenen en - indien solidariteitsprestaties verzekerd worden - de verzekeraar, van deze niet-betaling in kennis stellen bij gewoon schrijven. Dit doet geen inbreuk aan het recht van de solidariteitsinstelling om die premies gerechtelijk te vorderen.

Indien de niet-betaling van de bijdrage solidariteitstoezegging een onevenwicht in het solidariteitsfonds veroorzaakt, wordt gehandeld zoals omschreven in het artikel "Aanwending van het vermogen van het solidariteitsfonds".

6. INLICHTINGEN EN ADVIESVERPLICHTING

Artikel 16 Jaarlijks advies van de aangeduide actuaris

De aangeduide actuaris brengt jaarlijks advies uit over de financiering van het solidariteitsfonds en over de resultatenrekening en de balans van het solidariteitsfonds. Dit advies bevat ook zijn oordeel over de kosten en over de voorzieningen voor fluctuatie van de risico's en vergrijzing. Dit advies wordt uitgebracht aan het paritair beheerscomité of, bij ontstentenis, aan het toezichtcomité bedoeld in artikel 47 van de WAP.

Artikel 17 Jaarlijks transparantieverslag

De solidariteitsinstelling stelt jaarlijks een transparantieverslag op omtrent haar beheer van de solidariteitstoezegging. Het transparantieverslag bevat de volgende informatie:

- de financieringswijze van de solidariteitstoezegging en de structurele wijzigingen hierin;
- de beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
- het rendement van de beleggingen;
- de kostenstructuur van de solidariteitsinstelling;
- in voorkomend geval, de winstdeling.

Dit transparantieverslag wordt ter beschikking gesteld van de inrichter die het op eenvoudig verzoek meedeelt aan de aangeslotene.

Artikel 18 Het solidariteitsreglement

Het solidariteitsreglement wordt ter beschikking gesteld van de inrichter die het op eenvoudig verzoek meedeelt aan de aangeslotene.

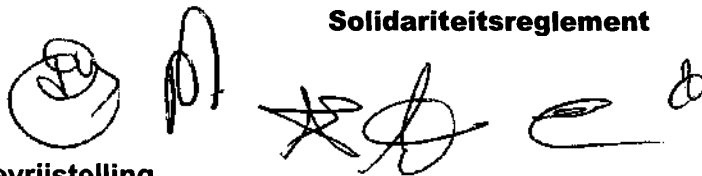
Artikel 19 Informatieverstrekking aan de aangeslotene

De inrichter zal minstens éénmaal per jaar aan de aangeslotenen meedelen op welke solidariteitsprestaties zij recht hebben.

7. FISCALITEIT

Artikel 20 Het bijzonder statuut bedoeld in artikel 10 van de WAP

De solidariteitstoezegging wordt door de solidariteitsinstelling op een gedifferentieerde wijze beheerd zodat voor elke aangeslotene of diens begunstigde de toepassing van het specifieke regime inzake inkomstenbelastingen en met het zegel gelijkgestelde taksen gewaarborgd is, zowel inzake de behandeling van de bijdragen als de prestaties.



Artikel 21 Beperking van de prestatie premievrijstelling

Indien de bijdragen aan de pensioentoezegging in toepassing van de solidariteitstoezegging tot gevolg hebben dat het aanvullend pensioen - inclusief eventuele **winstdeelname** - **vermeerderd** met het wettelijk pensioen en andere aanvullende pensioenuitkeringen binnen de tweede pijler uitgedrukt in **renten**, hoger is dan 80% van de laatste normale bruto jaarbezoldiging, rekening houdend met de normale duurtijd van de beroepsbezigheid, dan **wordt** deze bijdrage beperkt. Dit overeenkomstig artikel 59 van het wetboek inkomstenbelasting 1992.

Artikel 22 Fiscale en parafiscale inhoudingen

De solidariteitsinstelling staat in voor het verrichten van de fiscale en sociale inhoudingen op de uitkeringen die zij betaalt, evenals voor het opstellen van de verschillende aangiftes.

8. VERZEKERINGEN

Artikel 23 Verzekering van de solidariteitsprestatie bij overlijden van de aangeslotene

De solidariteitsinstelling zal de solidariteitsprestatie in geval van inkomstenverlies bij overlijden tijdens de beroepsloopbaan (prestatie 3) verzekeren bij **ING Insurance NV** vanaf 1 januari 2005. Hiertoe sluit zij een verzekeringsovereenkomst af waarbij de aangeslotenen de verzekerden zijn.

De solidariteitsinstelling verbindt zich ertoe de modaliteiten van de verzekeringsovereenkomst na te leven.

9. ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 24 Verplichtingen van de aangeslotene

De aangeslotene maakt alle inlichtingen en bewijsstukken die nodig zijn om de solidariteitsinstelling in staat te stellen haar verplichtingen tegenover de aangeslotene of tegenover zijn begunstigde zonder uitstel na te komen, over aan de solidariteitsinstelling.

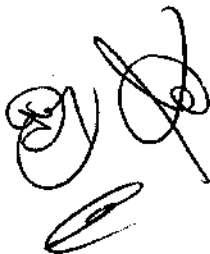
In geval één of meerdere solidariteitsprestaties verzekerd zijn bij een verzekeraar maakt de aangeslotene alle inlichtingen en bewijsstukken over aan de verzekeraar.

Indien de aangeslotene zijn verplichtingen niet nakomt dan ontslaat dit de solidariteitsinstelling en, in voorkomend geval de verzekeraar, van hun verplichtingen met betrekking tot de solidariteitsprestaties.

Artikel 25 Verplichtingen van de solidariteitsinstelling ten opzichte van de CBFA

De solidariteitsinstelling is ertoe gehouden de CBFA op eenvoudig verzoek alle inlichtingen mee te delen en alle documenten te verstrekken die de CBFA nodig heeft ter uitvoering van haar taak.

Artikel 26 Bescherming van de persoonlijke levenssfeer



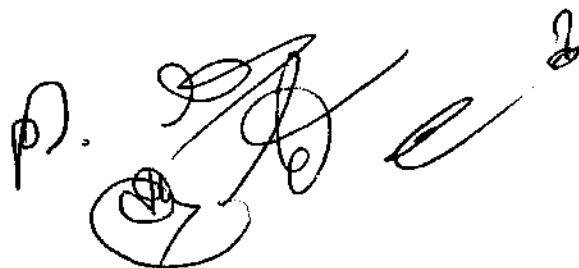
De aangeslotene **machtigt** de inrichter, **zowel** ten tijde van zijn aansluiting **als** tijdens de duur ervan, **alle** inlichtingen te verschaffen aan de solidairiteitsinstelling of aan de verzekeraar die één of meerdere solidariteitsdekkingen verzekert die voor het opmaken en voor de uitvoering van dit reglement vereist zijn.

Overeenkomstig de wet van 8 december 1992 ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en iedere latere wijziging die de dwingende bepalingen van deze wet vervangt en/of aanvult, kan de aangeslotene van zijn persoonsgegevens kennis **nemen** en ze indien nodig doen verbeteren.

De solidairiteitsinstelling, in **voorkomend geval** de verzekeraar, is verantwoordelijk voor de verwerking.

Artikel 27 Toepasselijk recht

De solidairiteitsinstelling is onderworpen aan de wettelijke en **reglementaire** bepalingen die in België met betrekking **tot** het aanbieden van solidariteitsprestaties gelden. Mocht een partij buiten België gevestigd zijn, dan wordt er, indien toegelaten, door de partijen uitdrukkelijk gekozen voor de toepassing van het Belgisch recht.

Handwritten signature and initials in black ink, consisting of several loops and strokes.

Pensioenreglement

Pensioentoezegging

Bijzondere voorwaarden

Maatschappelijke zetel
Sint-Michielswarande 70, 1040 Brussel
T +32 2 738 97 11 F +32 2 738 98 96
E info@inginsurance.be
ING Insurance NV, verzekeringsonderneming toegelaten door de CBFA onder codenummer 0051.

Zetel Antwerpen
Desguinlei 92, 2018 Antwerpen
T +32 3 244 66 88 F +32 3 244 66 87
www.inginsurance.be

ING 320-0002736-90
IBAN BE34 3200 0027 3690
BIC BBRUBEBB
RPR Brussel - BTW BE 0404.500.094



Handwritten signature or mark

Inhoudsopgave

Artikel 1	Definities.....	4
Artikel 2	Elementen voor de berekening van de aanspraken.....	6
Artikel 3	Aansluiting	7
Artikel 4	Beëindiging van de aansluiting.....	8
Artikel 5	Aanspraken.....	9
Artikel 6	Verdaging van de einddatum	10
Artikel 7	Premiebetaling en verschuldigdheid van de premies	11
Artikel 8	Uitkeringsmodaliteiten bij leven van de aangeslotene op de einddatum.....	12
Artikel 9	Uitkeringsmodaliteiten bij overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum.....	13
Artikel 10	Overrente.....	14
Artikel 11	Verworven prestaties en verworven reserves	15
Artikel 12	Fiscale aspecten verbonden aan de pensioentoezegging.....	16
Artikel 13	Uittreding.....	17
Artikel 14	Vervroegde vereffening.....	19
Artikel 15	Wijziging of beëindiging van de pensioentoezegging.....	20
Artikel 16	Slotbepalingen.....	21

Artikel 1 Definities

Voor de toepassing van dit pensioenreglement wordt verstaan onder:

Pensioenstelsel:

Het sectorale pensioenstelsel, bij CAO van 22 december 2004 ingericht in uitvoering van artikel 4 voor de werklieden die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding.

De CAO:

CAO van 22 december 2004 tot invoering van een sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de arbeiders van de vlasbereiding, afgesloten in het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding.

Inrichter:

Het Waarborg & Sociaal Fonds der Vlasbereiding, ingesteld in uitvoering van de CAO van 22 december 2004.

Pensioeninstelling:

In aanvulling van de algemene voorwaarden wordt gesteld dat het gaat om de verzekeringsinstelling die in uitvoering van CAO van 22 december 2004 door de inrichter werd aangeduid voor de uitvoering en het beheer van het sectorale pensioenstelsel.

Werkgever:

Worden als werkgever gedefinieerd, de onderneming die personeel tewerkstelt dat ressorteert onder het paritair comité nr. 120.02 en die valt onder het toepassingsgebied van de CAO van 22 december 2004.

Een derde werkgever:

Een derde werkgever is een onderneming die niet ressorteert onder het paritair comité nr. 120.02 en die niet valt onder het toepassingsgebied van de CAO van 22 december 2004.

Werknemer:

De natuurlijke persoon die een arbeidsovereenkomst heeft afgesloten met de werkgever.

Aangeslotene:

De actieve aangeslotene is de werknemer die behoort tot de personeelscategorie van de werkgever waarvoor de inrichter een pensioentoezegging heeft ingevoerd en die aan de aansluitingsvoorwaarden van de pensioentoezegging voldoet.

De passieve aangeslotene is de gewezen werknemer die nog steeds actuele of uitgestelde rechten geniet indien hij bij zijn uittreding verkozen heeft zijn verworven reserves zonder wijziging van de pensioentoezegging bij de pensioeninstelling te laten.

De rentegenieters worden voor de toepassing van dit pensioenreglement niet beschouwd als aangeslotene.

Gehuwde aangeslotene:

De aangeslotene die wettelijk gehuwd is en niet gerechtelijk van tafel en bed gescheiden is of in aanleg tot echtscheiding of gerechtelijke scheiding van tafel en bed.

Wettelijk geregistreerde samenwonende aangeslotene:

De aangeslotene die wettelijk geregistreerd samenwoont zoals bepaald in artikel 1475 tot en met artikel 1479 van het Burgerlijk Wetboek of, volgens gelijkaardige regelingen van buitenlands recht, wordt gelijkgesteld met een gehuwde aangeslotene.

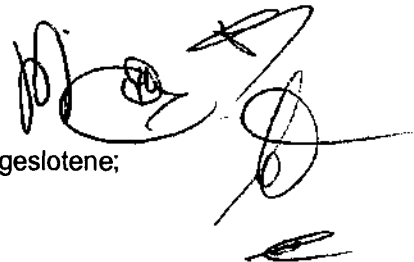
Feitelijk samenwonende aangeslotene:

De aangeslotene die niet onder de definitie van gehuwde aangeslotene valt en op basis van een door de **gemeente** afgeleverd bewijs kan aantonen dat hij **samenwoont** met een partner in gezinsverband (**gedomicilieerd** op hetzelfde adres).

Partner:

Onder partner verstaat men:

- de echtgeno(o)t(e) van de gehuwde aangeslotene;
- de partner van de wettelijk geregistreerde samenwonende aangeslotene;
- de partner van de feitelijk samenwonende aangeslotene.



Alleenstaande aangeslotene:

De aangeslotene die geen partner heeft **zoals** hierboven omschreven.

Begunstigde:

De perso(o)n(en) in wiens voordeel de verzekerde prestaties bedongen zijn.

Werkgeversbijdrage:

- de storting door de werkgever voor de pensioentoezegging zoals in dit pensioenreglement omschreven en die wordt bijgehouden op een afzonderlijke individuele werkgeversrekening voor **elke** aangeslotene, zijnde de **werkgeversbijdrageovereenkomst**;
- de storting door de werkgever in het financieringsfonds van de pensioentoezegging.

Loon:

Het totale loon van de werklieden onderworpen aan de sociale zekerheidsbijdragen, zonder de verhoging van 8 % voor het vakantiegeld.

Solidariteitsreglement:

Het **reglement** waarin de regels en de verplichtingen inzake de uitvoering van de solidariteitstoezegging ingevoerd met de CAO van 22 december 2004 beschreven staan.

Premies:

In afwijking van de algemene voorwaarden omvatten de premies de werkgeversbijdragen en de bijdragen uit de solidariteitstoezegging

WAP:

De wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en **sommige** aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (B.S. 15 mei 2003).



Artikel 2 Elementen voor de berekening van de aanspraken

Ingangsdatum: 01/01/2004

Wijzigingsdatum: niet van toepassing

Trimestriële aanpassingsdata:

01/03

01/06

01/09

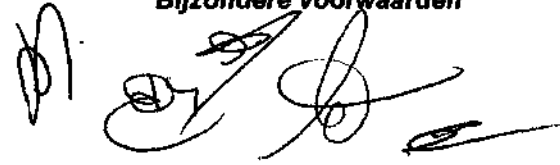
01/12

Op deze data worden de aanspraken van iedere aangeslotene herrekend in functie van de op dat tijdstip in aanmerking te nemen elementen voor de berekening van de aanspraken, zijnde het **RSZ-loon** zoals beschreven in de CAO.

Wijzigingen van de elementen voor de berekening van de aanspraken in de loop van een **trimester** hebben slechts **uitwerking** vanaf het eerstvolgende trimester.

Artikel 7 van de algemene voorwaarden is niet van toepassing voor dit pensioenreglement.

Handwritten signature or mark on the left side of the page.

Handwritten signatures and initials in black ink, including a large stylized 'M' and several other scribbled marks.

Artikel 3 Aansluiting

Alle werknemers die behoren tot de personeelscategorie vermeld in de CAO in dienst van de werkgever waarop het pensioenstelsel van toepassing is, worden in deze pensioentoezegging opgenomen vanaf indiensttreding of toetreding tot betrokken personeelscategorie.

De administratieve aansluiting gebeurt op de eerste van de maand samenvallend met of volgend op de datum waarop de werknemer aan de gestelde voorwaarden voldoet. De overlijdensdekking gaat in vanaf de datum waarop de aansluitingsvoorwaarden vervuld zijn.

De aansluiting geschiedt ten vroegste op 1 januari 2004.

Aansluiting is verplicht voor de werknemers aangeworven door de werkgever na 1 januari 2004, voor zover zij behoren tot de hiervoor omschreven personeelscategorie en aan de hiervoor omschreven aansluitingsvoorwaarden voldoen.

Artikel 4 Beëindiging van de aansluiting

De aansluiting wordt beëindigd op:

- de eerste van de maand samenvallend met of volgend op de dag waarop de aangeslotene niet langer aan de definitie van aangeslotene en/of aan de aansluitingsvoorwaarden voldoet en zijn verworven **reserves** de pensioentoezegging verlaten hebben;
- de eerste van de maand samenvallend met of volgend op de dag waarop de aangeslotene de dienst van de werkgever **vóór** de **einddatum** verlaat en zijn verworven **reserves** de pensioentoezegging verlaten hebben;
- de einddatum, zijnde de eerste van de maand volgend op de 65ste verjaardag van de aangeslotene;
- de datum van het overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum.

Artikel 5 Aanspraken

Voor de actieve aangeslotene wordt voorzien:

- Werkgeversbijdragen

De trimestriële werkgeversbijdragen worden door de inrichter gefinancierd en zijn gelijk aan het bedrag betaalbaar in uitvoering van de sectorale CAO tot bepaling van de werkgeversbijdragen voor het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel zoals deze op elk respectievelijk moment van kracht is. Op de ingangsdatum geldt de CAO.

De werkgeversbijdragen worden berekend door de inrichter en meegedeeld aan de pensioeninstelling vóór de trimestriële aanpassingsdatum waarop zij van toepassing zijn.

Voor die werknemers die op de ingangsdatum van het pensioenstelsel in dienst zijn van een werkgever, worden in uitvoering van artikel 10 van de CAO van 22 december 2004 de reserves opgebouwd in uitvoering van het pensioenstelsel ingericht door CAO van 14 december 1999 getransfereerd naar dit pensioenstelsel.

De werkgeversbijdragen worden aangewend in de verzekeringscombinatie uitgesteld kapitaal met tegenverzekering van de reserves.

Deze verzekeringscombinatie voorziet:

- bij leven van de aangeslotene op de einddatum: een pensioenkapitaal ten behoeve van de aangeslotene zelf.
- bij overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum: een kapitaal-overlijden ten behoeve van de begunstigde omschreven in artikel "uitkeringsmodaliteiten bij overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum". Dit kapitaal-overlijden is gelijk aan de som van de op de datum van overlijden van de aangeslotene reeds opgebouwde reserves in de werkgeversbijdrageovereenkomst, inclusief winstdeelnamereserves.
- Bijdragen vanuit de solidariteitstoezegging

Overeenkomstig het solidariteitsreglement zullen bijdragen vanuit de solidariteitstoezegging gestort kunnen worden. Deze bijdragen worden net zoals de werkgeversbijdragen op de afzonderlijke individuele rekening voor elke aangeslotene, zijnde de werkgeversbijdrageovereenkomst, gestort.

- Kapitaal-overlijden

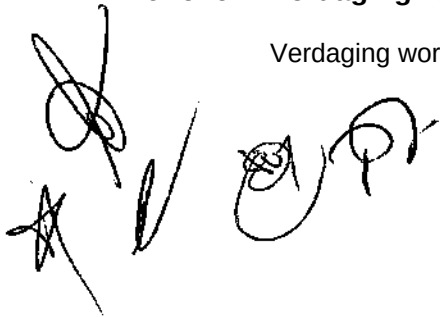
Bij overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum is er, ten behoeve van de begunstigde omschreven in artikel "uitkeringsmodaliteiten bij overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum", een kapitaal-overlijden verschuldigd.

- Vrijwillige persoonlijke storting

In afwijking op de algemene voorwaarden kan een aangeslotene op geen enkel moment vrijwillige persoonlijke storting doen om de aanspraken van de op zijn leven gesloten verzekeringen te verhogen.

Artikel 6 Verdaging van de einddatum

Verdaging wordt niet in deze pensioentoezegging voorzien.

Handwritten signatures and initials in black ink, including a large stylized 'K' and several other scribbles.

Artikel 7 Premiebetaling en verschuldigheid van de premies

De premies zijn **trimestrieel** betaalbaar door de inrichter aan de **pensioeninstelling** op de eerste dag van de derde maand van **elk trimester**, met dien verstande dat de eerste premie aangerekend wordt op de eerste dag van de derde maand van het derde trimester volgend op het trimester van aansluiting van de aangeslotene.

De trimestriële premie zal berekend worden op het loon dat werd uitbetaald aan de betrokken aangeslotene tijdens het derde trimester dat de betrokken **verschuldigheidsdatum** voorafgaat.

Ingeval van uittreding van de aangeslotene, of in **geval** van overlijden of pensionering, zal uiterlijk op de dag van de uittreding, het overlijden of de einddatum, een premie aangerekend worden **welke als volgt** berekend wordt:

$N \times \text{RSZ-jaarloon} / 365 \times \text{bijdragepercentage}$

waarbij:

- N = aantal kalenderdagen vanaf het laatste kwartaal waarvan het loon reeds gebruikt werd om er een premie mee te berekenen en tot de datum van respectievelijk uittreding, pensionering of overlijden.
- **RSZ-jaarloon** = het totale loon dat onderworpen is aan de sociale zekerheidsbijdragen - zonder de verhoging van 8 % voor het vakantiegeld - in de laatste vier kwartalen waarvan het loon reeds gebruikt werd om er een premie op te baseren.
Indien de aangeslotene op datum van uittreding, overlijden of pensionering nog geen vier volledige kwartalen aangesloten was, wordt het loon van de **periode** waarin hij **wel** aangesloten was pro rata **temporis omgezet** naar het loon voor vier kwartalen.
- Bijdragepercentage = het percentage toe te passen op het loon conform artikel 9 van de CAO en eventuele latere wijzigingen.

De verschuldigheid van de premies stopt respectievelijk na de datum van uittreding, de datum van overlijden en de einddatum.

De bijdragen vanuit de solidariteitstoezegging worden op de werkgeversbijdrageovereenkomst gestort met als verschuldigheidsdatum de datum vermeld in het solidariteitsreglement.

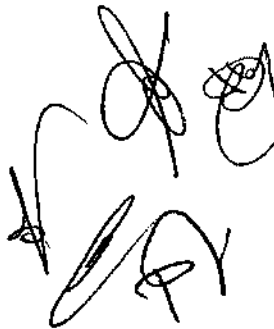
8

Artikel 8 Uitkeringsmodaliteiten bij leven van de aangeslotene op de einddatum

Het pensioenkapitaal, verhoogd met de winstdeelname op de werkgeversbijdrageovereenkomst, is betaalbaar bij leven van de aangeslotene op de einddatum en wordt indien nodig door de inrichter aangevuld tot de bedragen gewaarborgd door de van toepassing zijnde wetgeving.

De pensioeninstelling betaalt dit kapitaal rechtstreeks aan de aangeslotene, na ontvangst van de door hem ondertekende kwijting **opgemaakt** door de pensioeninstelling.

De pensioeninstelling heeft het recht bij de uitkering een bewijs van leven te vragen van de begunstigde.



Artikel 9 Uitkeringsmodaliteiten bij overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum

Kapitaal-overlijden

Het kapitaal-overlijden, verhoogd met de **winstdeelname**, is betaalbaar op de **datum** van overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum en wordt rechtstreeks aan de begunstigde uitgekeerd.

De pensioeninstelling heeft het recht bij de uitkeringen een bewijs van leven te vragen van de begunstigde.

De begunstigde bij overlijden is bepaald met de volgende voorrangsorte:

- de partner;
- bij **ontstentenis**, de descendente in de eerste graad van de aangeslotene of - bij plaatsvervulling - hun **afstammelingen**;
- bij ontstentenis, de ascendenten in de eerste graad van de aangeslotene;
- bij ontstentenis, de wettige **erfgenamen** van de aangeslotene, met uitsluiting van de Staat;
- bij ontstentenis, het "financieringsfonds" van deze pensioentoezegging.

Indien door bovenstaande rangorde **meer** dan één begunstigde aangeduid wordt, wordt het kapitaal-overlijden evenredig verdeeld over de verschillende begunstigten.

De vereffening van het kapitaal-overlijden gebeurt na ontvangst van de door de begunstigde ondertekende kwijting, **opgemaakt** door de pensioeninstelling.

In afwijking van de **algemene** voorwaarden kan de aangeslotene niet van bovenstaande rangorde afwijken en kan hij geen begunstigde bij naam aanduiden.

Artikel 10 Overrente

In tegenstelling tot de bepalingen in de **algemene** voorwaarden met betrekking tot de winstdeelname, geldt het volgende:

- In zoverre de pensioentoezegging een sociale sectorale pensioentoezegging is, zullen de werkgeversbijdragen en de solidariteitsbijdragen belegd worden in het sociale kanton tak 21 van de pensioeninstelling. In aanvulling van het gewaarborgde tarief, delen de individuele rekeningen en het financieringsfonds in het resultaat van dit sociale kanton conform de bepalingen van artikel 10, §1, 4° van de WAP.

- De overrente toegekend m.b.t. de reserves opgebouwd in de werkgeversbijdrageovereenkomst worden op deze overeenkomst gestort en worden aangewend als inventariskoopsommen voor de verzekering van een uitgesteld kapitaal met tegenverzekering van de reserves. De overrente wordt samen uitgekeerd met het pensioenkapitaal.

Artikel 11 Verworven prestaties en verworven reserves

De verworven **reserves** zijn de **reserves** op een bepaald ogenblik **waarop** de aangeslotene recht heeft **overeenkomstig** de pensioentoezegging. De verworven **reserves** zijn gelijk aan **het** bedrag dat zich op dat ogenblik op de werkgeversbijdrageovereenkomst van de aangeslotene bevindt.

De verworven prestaties zijn de prestaties waarop de aangeslotene aanspraak kan maken op de einddatum. De verworven prestaties worden **bekomen** door de **reserves** op de werkgeversbijdrageovereenkomst in functie van de verzekeringscombinatie en de leeftijd van de aangeslotene op de trimestriële aanpassingsdatum te kapitaliseren in functie van de tariefgrondslagen.

Indien de aangeslotene opteert **om** verworven **reserves** opgebouwd in het kader van een andere pensioentoezegging over te dragen naar deze pensioentoezegging dan kunnen deze overgedragen **reserves** nooit op de werkgeversbijdrageovereenkomst **van** deze pensioentoezegging worden geplaatst, **maar** worden zij steeds in de onthaalstructuur - verbonden met deze pensioentoezegging - ondergebracht.

Artikel 12 Fiscale aspecten verbonden aan de pensioentoezegging

Ingevolge de fiscale wetgeving en de desbetreffend door de **Administratie** der Directe Belastingen uitgevaardigde richtlijnen wordt de aftrek van de werkgeversbijdragen slechts toegestaan voor zover het totaal bedrag naar aanleiding van pensionering, uitgedrukt in jaarlijkse rente

- van de door deze pensioentoezegging verzekerde uitkeringen,
- van het wettelijk rustpensioen,
- van de andere buitenwettelijke uitkeringen van dezelfde aard **waarop** de aangeslotene recht zal hebben, met **als** enige uitzondering de uitkeringen uit hoofde van door hem **zelf** onderschreven (aanvullende) individuele levensverzekeringscontracten,

niet **meer** bedraagt dan 80% van de laatste normale brutojaarbezoldiging, rekening houdend met een normale duurtijd van beroepsactiviteit.

Deze rente is indexeerbaar aan 2% en overdraagbaar aan de echtgeno(o)t(e) of de wettelijk geregistreerde samenwonende partner voor 80%.

De pensioeninstelling kan niet verantwoordelijk gesteld worden voor enig nadelig fiscaal gevolg met betrekking **tot** de aftrekbaarheid van de werkgeversbijdragen voor de inrichter, indien dit rechtstreeks voortvloeit uit onjuiste informatie die door de inrichter of door de aangeslotene aan de pensioeninstelling verstrekt werd.

Artikel 13 Uittreding

Uittreding is de beëindiging van de **arbeidsovereenkomst** tusserr de aangeslotene en zijn huidige werkgever anders dan door overlijden of het bereiken van de einddatum, in zoverre de aangeslotene niet een nieuwe arbeidsovereenkomst heeft afgesloten met een andere werkgever die eveneens aan deze pensioentoezegging onderworpen is. De uittreder is de uitgetreden aangeslotene.

Bij uittreding van een aangeslotene is de inrichter ertoe gehouden uiterlijk binnen de **termijn** van één jaar de pensioeninstelling hiervan schriftelijk in kennis te stellen. De uittreder kan, indien hij dit wenst, de pensioeninstelling op een vroeger ogenblik schriftelijk in kennis stellen van zijn uittreding. Indien de uittreder vóór de termijn van één jaar terug in dienst getreden is van een werkgever, **moet** onderstaande **procedure** niet uitgevoerd worden. De pensioeninstelling **deelt** uiterlijk binnen de 30 dagen na de hiervoor **vermelde** kennisgeving de volgende gegevens **mee** aan de inrichter door **middel** van de uittredingsbrief:

- het bedrag van de verworven **reserves**, zo nodig aangevuld **tot** de bedragen gewaarborgd door de van toepassing zijnde wetgeving;
- het bedrag van de verworven prestaties;
- de verschillende **keuzemogelijkheden** bij uittreding met vermelding of de overlijdensdekking al dan niet behouden blijft.

De inrichter **stelt** de aangeslotene onmiddellijk in kennis van de door de pensioeninstelling **meegedeelde** gegevens.

Bij uittreding worden de verworven **reserves** en prestaties berekend op basis van de wettelijke bepalingen en de elementen voor de berekening van de aanspraken die van toepassing zijn op de laatste trimestriële aanpassingsdatum vóór de uittreding.

Op het ogenblik van de uittreding wordt geen enkele vergoeding of verlies van winstdeelname ten **laste** gelegd van de aangeslotene of van de verworven **reserves** afgetrokken.

De inrichter is ertoe gehouden bij de uittreding de eventuele tekorten van de verworven **reserves** aan te zuiveren. Deze eventuele aanvulling zal om fiscale redenen steeds beschouwd worden **als een werkgeversbijdrage**.

Bij de uittreding van de aangeslotene zullen de in de vorige paragraaf gedefinieerde verworven **reserves** zo nodig door de inrichter aangevuld worden tot de bedragen gewaarborgd door de van toepassing zijnde wetgeving. Deze eventuele aanvulling zal door de inrichter in het financieringsfonds van deze pensioentoezegging gestort worden indien niet voldoende fondsen aanwezig zijn of indien de aanwezige fondsen andere verbintenissen van de inrichter dekken. Pas van zodra de passieve aangeslotene de beslissing bekend maakt dat hij zijn verworven **reserves** naar een onthaalstructuur buiten deze pensioentoezegging of naar een andere pensioeninstelling wenst te transfereren, zal het op dat ogenblik geldende eventuele tekort t.o.v. de gegarandeerde bedragen aangezuiverd worden op de werkgeversbijdrageovereenkomst.

Bij uittreding heeft de aangeslotene de volgende keuzemogelijkheden met betrekking tot de verworven **reserves**, zo nodig aangevuld tot de bedragen gewaarborgd door de van toepassing zijnde wetgeving:

- bij deze pensioeninstelling laten zonder wijziging van de pensioentoezegging;
- in de onthaalstructuur gekoppeld aan dit pensioenreglement onderbrengen;
- overdragen naar de pensioeninstelling van de nieuwe werkgever met wie hij een arbeidsovereenkomst heeft gesloten, indien hij wordt aangesloten bij de pensioentoezegging van die werkgever;

- 
- overdragen naar een pensioeninstelling die de totale winst onder de aangeslotenen in verhouding tot hun reserves verdeelt en de kosten beperkt volgens de regels vastgesteld door de Koning.

De aangeslotene moet zijn keuze binnen de 30 dagen na de kennisgeving door de inrichter schriftelijk meedelen aan de pensioeninstelling. Na ontvangst van de keuze van de aangeslotene voert de pensioeninstelling de keuze van de aangeslotene uit binnen de 30 dagen. Wanneer de aangeslotene deze termijn heeft laten verstrijken wordt hij verondersteld te hebben gekozen voor de mogelijkheid om zijn verworven reserves bij de pensioeninstelling te laten zonder wijziging van de pensioentoezegging.

Handwritten signatures and initials in black ink, including a large stylized signature and several smaller initials.

Artikel 14 Vervroegde vereffening

De aangeslotene heeft het recht op de uitbetaling van zijn verworven reserves op de einddatum.

Vervroegde vereffening is het opnemen van de pensioenreserves door de aangeslotene vóór de einddatum.

Vervroegd vereffenen is ten vroegste mogelijk vanaf het ogenblik waarop hij de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt en in zoverre de werknemer niet langer de hoedanigheid van aangeslotene heeft.

De vervroegd uit te betalen prestaties worden bepaald door de theoretische afkoopwaarde van de **werkgeversbijdrageovereenkomst**. De theoretische afkoopwaarde wordt voor 100% aangewend:

- in geval van vereffening in rente
- in geval van vereffening in kapitaal

in zoverre de aangeslotene zijn voornemen tot vervroegde vereffening ten minste 6 maanden op voorhand aan de pensioeninstelling heeft meegedeeld.

In afwijking op de algemene voorwaarden kan de aangeslotene op geen enkel ogenblik voorschotten op prestaties of inpandgevingen van pensioenrechten voor het waarborgen van een lening opnemen of aanvragen.

Artikel 15 Wijziging of beëindiging van de pensioentoezegging

In afwijking van de algemene voorwaarden kan de beslissing **tot** wijziging of beëindiging van dit pensioenstelsel niet eenzijdig door de inrichter genomen worden, maar moet elke beslissing **tot** beëindiging (opheffing) of wijziging van het pensioenstelsel genomen worden conform artikel 10, §1,3° van de WAP.

Handwritten signatures and initials in black ink, including a large stylized 'M' and several other scribbles.

Artikel 16 Slotbepalingen

De bijzondere voorwaarden, de algemene voorwaarden en het **benefit statement** vormen **samen** het **pensioenreglement**. De eventuele bijlagen en aanhangsels aan de bijzondere voorwaarden vormen er een integrerend bestanddeel van.

De bepalingen van de bijzondere voorwaarden en de eventuele bijlagen en aanhangsels hebben evenwel voorrang op de algemene voorwaarden.

De pensioeninstelling behoudt zich het recht voor **alle** niet uitdrukkelijk door deze bijzondere voorwaarden voorziene kwesties te regelen in **overeenstemming** met de algemene voorwaarden.

Opgemaakt in tweevoud 15 juni 2005,